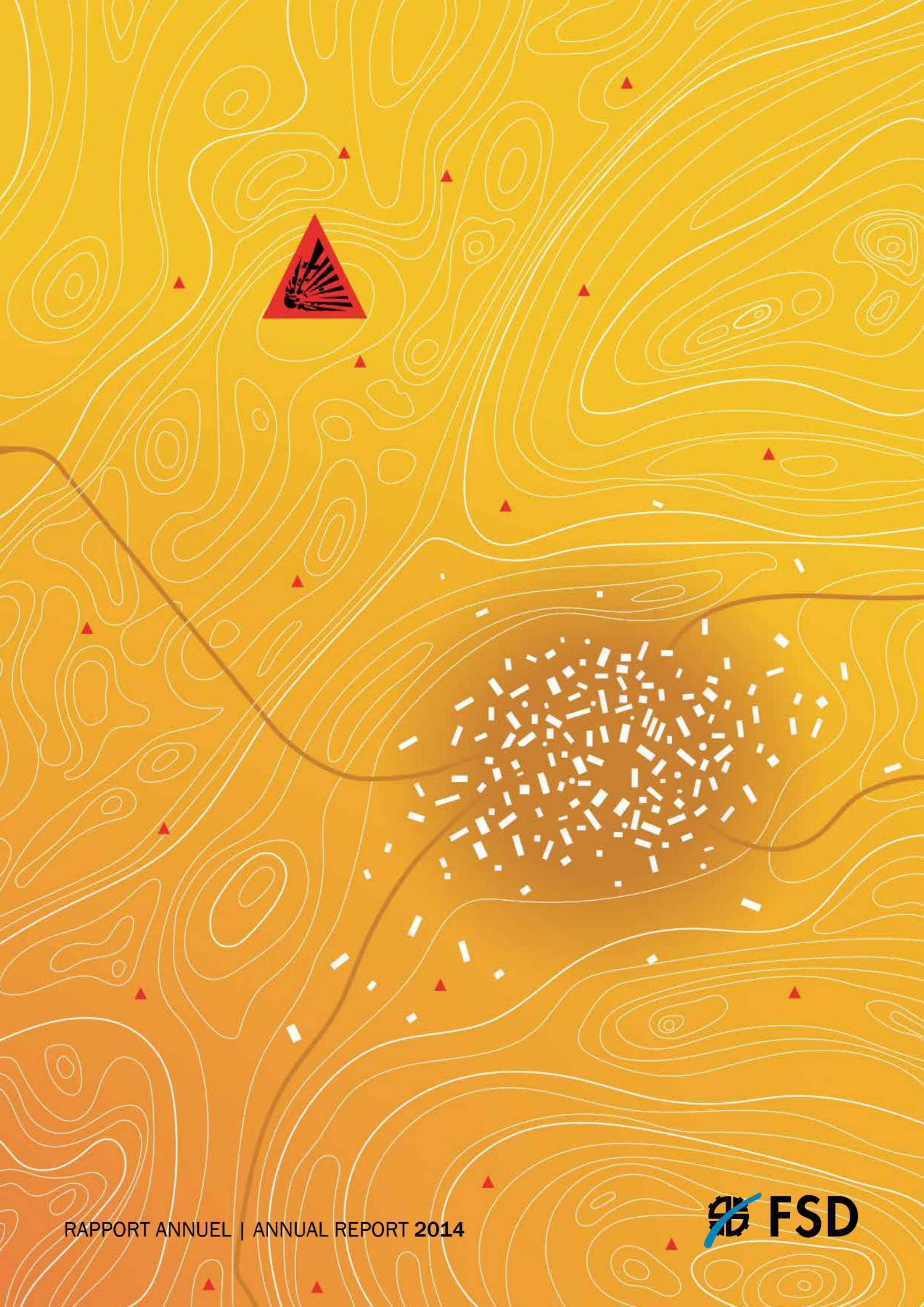




SOMMAIRE | SUMMARY

ÉDITORIAL EDITORIAL	1
LES PROGRAMMES THE PROGRAMMES	2
Résidus de traitement d'uranium à Chkalovsk Uranium tailings site Chkalovsk	
Philippines Philippines	
Tadjikistan Tajikistan	
Afghanistan Afghanistan	
Libye Libya	
Mali Mali	
Les satellites pour un déminage perfectionné Satellite Assets for Enhanced Demining	
Arménie Armenia	
Birmanie Myanmar	
République centrafricaine Central African Republic	
L'espace humanitaire Humanitarian Space	
RAPPORT DE PERFORMANCE PERFORMANCE REPORT	25
RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE AUDITOR'S REPORT	28
ÉTATS FINANCIERS FINANCIAL STATEMENTS	30
L'ÉQUIPE FSD THE FSD TEAM	36

ILLUSTRATIONS | ART WORK

Les illustrations de ce rapport ont été réalisées par Martin Panchaud. Né à Genève en 1982 Martin Panchaud suit des études de bédéiste en Valais (Suisse), puis de graphiste, à Genève. Son style narratif se caractérise par l'usage de symboles, de formes abstraites et de schémas qu'il met au service d'une histoire ou d'un propos. En 2012, son travail est récompensé par le *Prix de la jeune bande dessinée* et en 2014, il est l'un des lauréats des *Bourses Berthoud, Lissignol-Chevalier et Galland (Genève)*. Il travaille actuellement à son roman graphique et réalise des nouvelles et des documentaires pour des magazines et publications en France, en Suisse et en Allemagne. Martin Panchaud vit et travaille actuellement à Zurich. www.martinpanchaud.ch

The illustrations in this report were created by Martin Panchaud. Martin Panchaud was born in Geneva in 1982. He first studied in a comic strip school in the Valais, Switzerland and later in a graphic design school in Geneva. His narrative style combines symbols, abstract shapes and schemes designed to tell a story or to give a message. In 2012 Martin Panchaud was awarded the *Prix de la jeune bande dessinée* and in 2014 he was one of the recipients of the *Bertoud, Lissignol-Chevalier and Galland scholarships (Geneva)*. He now works on his graphic novel and he also writes short stories and documentaries for various magazines and publications in France, Switzerland and Germany. Martin Panchaud lives and works in Zurich. www.martinpanchaud.ch

Cover	Vue d'oiseau d'un village avec environnement contaminé Bird's-eye view of a village in a hazardous environment
p.3	Pollution de l'eau par résidus de mines d'uranium Water pollution by uranium tailings
p.6-7	Convoi FSD en terrain dangereux FSD convoy in dangerous terrain
p.9	Robot de déminage Demining robot
p.10	Mine piégée Booby Trap
p.13	ERW dans une zone de stockage bombardée ERW in a bombed ammunition shelter
p.15	Réduction de risques par stockage sécurisé de munitions Risk reduction by controlled ammunition storage
p.16	Observation de la Terre par satellite Earth observation satellite
p.19	Véhicule aérien sans pilote Unmanned Aerial vehicles
p.20	Abris et approvisionnement de biens non alimentaires Shelter and provision of non-food items
p.24	Bombe à fragmentation Cluster bombs

ÉDITORIAL | EDITORIAL

Le secteur humanitaire témoigne d'un intérêt toujours croissant pour des techniques et des méthodes permettant d'assurer la qualité des services et des organisations.

L'année dernière, la FSD a fait une demande et obtenu le certificat ISO 9001 pour la gestion de son travail humanitaire. ISO 9001 fait partie de la famille des normes et directives de management de la qualité et tient compte de l'ensemble du processus d'apprentissage interne à l'organisation plutôt que de la seule mise en œuvre rigide et spécifique de certaines directives ou procédures auxquelles nous nous sommes déjà habitués.

La FSD voit ISO 9001 comme une étape supplémentaire dans le développement de l'organisation et non comme une réponse à tous nos problèmes. Nous appliquons la norme ISO 9001 pour diverses raisons:

- La redevabilité et la transparence. Nous estimons que nous sommes redevables aux personnes que nous aidons, à nos donateurs, nos sympathisants, notre personnel local et expatrié et aux gouvernements qui nous accueillent ou nous aident. On nous a confié des ressources financières et humaines pour atteindre certains objectifs selon certaines normes de qualité. Nous prenons cette responsabilité au sérieux en invitant des vérificateurs externes pour évaluer notre travail par rapport aux normes de qualité ISO 9001 et partager les résultats avec les parties prenantes.
- L'apprentissage. L'environnement du secteur humanitaire est très complexe et en évolution constante et c'est pour cette raison que les organisations humanitaires doivent évoluer et s'améliorer afin de garder leur pertinence et leur efficacité. La norme ISO 9001 met l'accent sur le cycle de perfectionnement, ce qui aidera la FSD à renforcer ses capacités en tant qu'organisation axée sur l'apprentissage.
- L'efficacité et l'efficacité. ISO 9001 permet non seulement d'évaluer si les activités sont conformes aux principaux objectifs de l'organisation, mais également d'évaluer l'efficacité de l'organisation pour atteindre ses objectifs.

Faire participer les cadres et le Conseil de Fondation dans le processus de vérification et de certification nous a permis de réaffirmer collectivement que le seul objectif du processus ISO 9001 était de ré-examiner et améliorer en continu notre performance et notre qualité.

Au nom du Conseil de la FSD, je voudrais remercier tous nos clients et toutes les parties prenantes pour le soutien qu'ils ont apporté à la FSD en 2014.

There is growing interest in the humanitarian sector in techniques and approaches aimed at ensuring the quality of the organisations and their services.

In the past twelve months, the FSD applied for, and was awarded, the ISO 9001 Certificate for the management of its humanitarian work. The ISO 9001 is part of a family of quality management standards and guidelines. It looks at the overall learning process within an organisation, rather than simply at the rigid and specific implementation of certain guidelines or procedures, with which we are already very familiar.

The FSD sees ISO 9001 as an additional step forward in the organisational development, rather than as the answer to all our problems. The main reasons for our ISO 9001 application were:

- Accountability. We feel that we are accountable to the people we serve, our donors, our supporters, our national and expatriate staff and host and supporting governments. We have been entrusted with financial and human resources to achieve certain objectives in accordance with certain quality standards. We want to take this responsibility seriously by inviting external auditors to evaluate our work against internationally respected ISO 9001 quality standards.
- Learning. Because the environment of the humanitarian sector is enormously complex and constantly changing, humanitarian organisations have to change and improve to remain relevant, effective and appropriate. Because the ISO 9001 standard places emphasis on the improvement cycle, it will help the FSD to strengthen its capabilities as a learning organisation.
- Efficiency and effectiveness. ISO 9001 not only evaluates whether activities are in line with the main organisational objectives, it also evaluates the effectiveness of the organisation in achieving its goals.

Involving all senior staff and the Foundation Board in the audit and certification process helped us collectively to re-emphasise that the sole aim of the ISO 9001 process is continually to review and improve our performance and quality.

On behalf of the FSD Board, I wish to thank all our donors, customers and stakeholders for all the support they have provided to the FSD in 2014.

Dr. Jürg STREULI
a. Ambassadeur, ret. Ambassador
Président de la FSD, President of the FSD



RÉSIDUS DE TRAITEMENT D'URANIUM À CHKALOVSK URANIUM TAILINGS SITE CHKALOVSK

À l'époque de l'Union soviétique, l'Asie centrale était le premier producteur d'uranium, de mercure, d'antimoine et d'autres minéraux. La plupart de ces mines a été abandonnée. Sughd, la province la plus septentrionale du Tadjikistan, recèle plus de 170 millions de tonnes de déchets miniers, essentiellement toxiques et radioactifs. Ces déchets représentent une menace pour la sécurité humaine. En effet, les métaux lourds toxiques et les radionucléides risquent de se répandre à grande échelle en se déplaçant sous la forme de poussière ou en contaminant les nappes phréatiques ou de se retrouver dans la chaîne alimentaire.

Le site de résidus d'uranium « Karta 1-9 » se trouve à Chkalovsk, à proximité de l'aéroport international de Khujand. La ville s'est étendue et touche aujourd'hui le site pollué qui n'est ni délimité ni protégé. Il est évident que ce site de résidus présente une menace directe pour la santé des populations dans la région.

Au cours de l'hiver 2013/2014, la FSD a érigé un mur solide de 2 m de haut et installé des panneaux de danger radioactif autour du site afin d'empêcher les hommes et les animaux d'y accéder. Ce mur long de 1'860 m, qui ceint une zone de 12 hectares, est une première étape essentielle pour limiter les risques auxquels ce site expose les populations locales.

Les travaux ont été coordonnés par l'Agence de sûreté nucléaire et radiologique (NRSA) du Tadjikistan et mis en œuvre de manière conjointe avec l'entreprise publique propriétaire du site, Tajredmet. La première phase du projet a été financée par la FSD avec l'aide de Green Cross Suisse et de villes et cantons suisses.

Le projet de réhabilitation de la FSD à Karta 1-9 est l'une des rares démarches pratiques concernant ce danger mises en œuvres au cours des dernières décennies. C'est pour cette raison qu'il a fortement attiré l'attention des comités de surveillance et des organisations internationales.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a invité la FSD à participer au Groupe de coordination pour les anciens sites de production d'uranium (CGULS, Coordination Group for Uranium Legacy Sites), un groupe d'intervenants réunissant les gouvernements des pays d'Asie centrale affectés par les anciens sites de production d'uranium, l'Instrument de coopération en matière de sûreté nucléaire de l'UE / ICSN et d'autres organismes internationaux.

Grâce au CGULS, la FSD a pu élargir son réseau et créer un petit groupe d'experts en réhabilitation des terrains contaminés par l'uranium de renommée internationale et actifs au sein de l'AIEA qui forment un groupe de rétroaction et conseillent la FSD.

Fin 2014, l'AIEA a accepté de fournir une assistance directe en proposant ses connaissances dans le cadre de la révision des plans de réhabilitation du site Karta 1-9 de Chkalovsk. La FSD a organisé une visite sur site avec des représentants de l'AIEA, de la NRSA et de Tajredmet en janvier 2015.

Il s'est avéré que le principal risque pour la sécurité humaine provient actuellement d'une zone adjacente au site clôturé, polluée par des résidus d'uranium et des dépôts de déchets toxiques d'arsenic et de vanadium. Ce site de forme triangulaire n'est pas délimité et est accessible au public. Dans certaines zones, la FSD a mesuré des niveaux

During the Soviet Union era, Central Asia was the leading producer of uranium, mercury, antimony and other minerals. Most of these mines have been abandoned. The northern Sughd region of Tajikistan contains more than 170 million tons of mining waste, much of it toxic and radioactive. Such waste poses a threat to human security as toxic heavy metals and radionuclides may spread to a wider area as dust, or by entering the water table or ending up in the food chain.

One of the Uranium tailings site "Karta 1-9" is in Chkalovsk, next to the international airport of Khujand. The sprawling city has now reached the tailings site, and farmers are using the land directly adjacent to the unmarked and unprotected site. It is obvious that this tailings site exposes to a direct threat to human health in the area.

During the winter 2013 / 2014 the FSD has built a solid 2m high wall with radioactivity danger signs around the site to limit the access to the area for humans and animals. This 1,860 m long wall around the 12 hectares is a major first step to limit the risks from the site for the people living in the area.

The work were coordinated with the Nuclear & Radiation Safety Agency (NRSA), the state regulator, and implemented jointly with the state company and site owner Tajredmet. This first phase of the project was financed by the FSD with the help of Green Cross Switzerland and Swiss cities and cantons.

The FSD's rehabilitation project in "Karta 1-9" is among the very few practical steps implemented in the past few decades to deal with the danger, and for this reason has aroused considerable interest from watchdogs and international organizations.

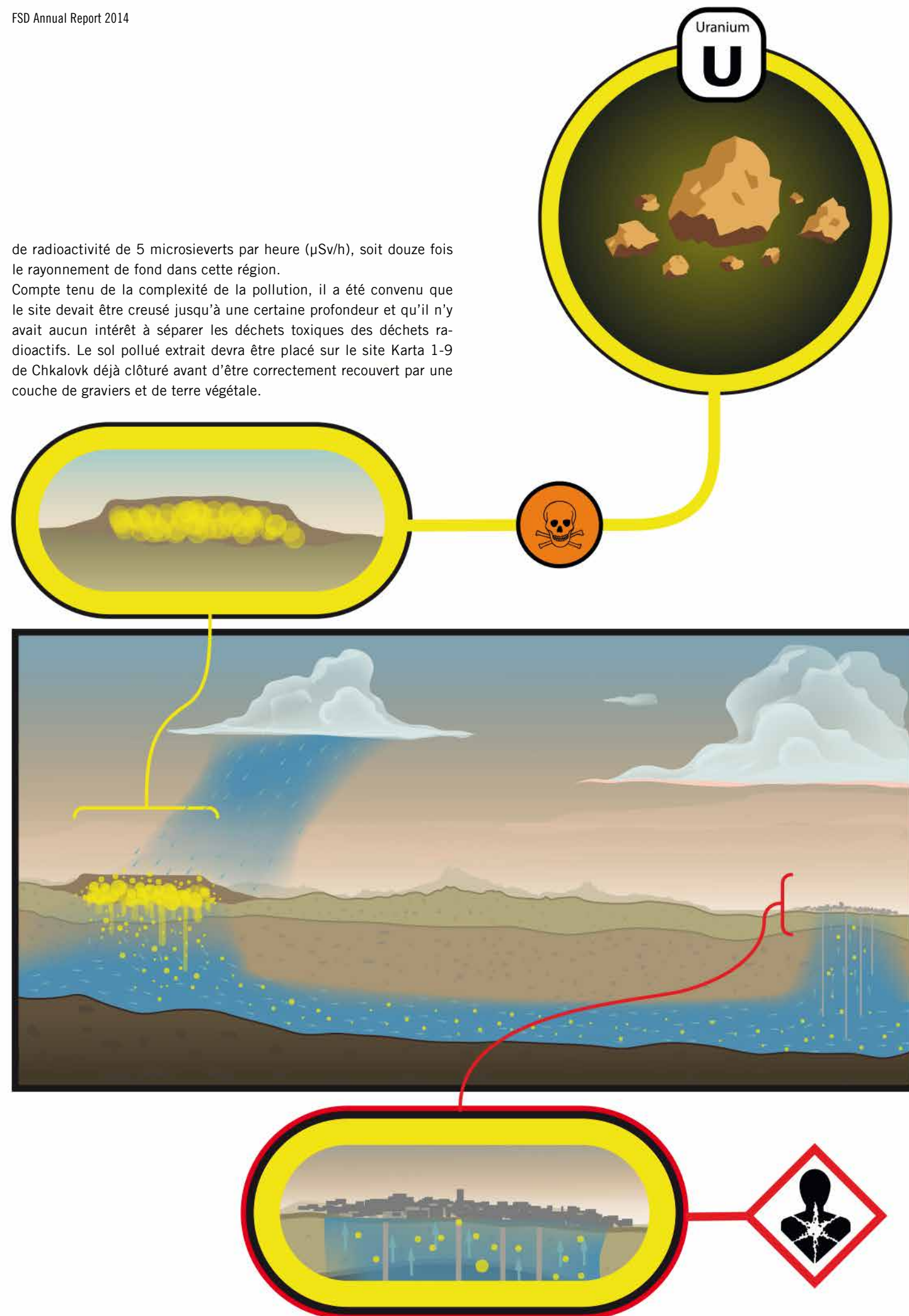
The International Atomic Energy Agency (IAEA) has invited the FSD to participate in the Coordination Group for Uranium Legacy Sites (CGULS), a stakeholder group involving the governments of the Central Asian countries suffering from uranium legacies, the European Commissions Instrument for Nuclear Stability (EC/INSC) and other international bodies.

The FSD has been able to extend its network through CGULS, and to build a small selected group of Uranium remediation experts of international reputation and good standing with the IAEA who act as a sounding board and as advisors to the FSD.

In late 2014, the IAEA have agreed to directly assist with expertise for the review of the remediation plans of the Chkalovsk Karta 1-9 site. The FSD has organised a field visit with the IAEA, the NRSA and Tajredmet officials in January 2015.

It appeared that the biggest risk to human security currently stems from an area adjacent to the fenced site polluted by both uranium tailings and depots of toxic arsenic and vanadium waste. This site in the shape of a triangle is not marked, and is completely open to the public. In certain areas, the FSD has measured radioactivity levels of 5 micro Sievert per hour ($\mu\text{Sv/h}$), twelve times the background radiation in that region.

Given the complexity of the pollution, it was agreed that the site would need to be excavated to a specified depth. It was agreed that it would not make sense to separate radioactive from toxic waste. The excavated polluted soil should be stored on top of the already fenced Chkalovsk Karta 1-9 site, and then be properly covered by a layer of gravel and topsoil.



de radioactivité de 5 microsieverts par heure ($\mu\text{Sv/h}$), soit douze fois le rayonnement de fond dans cette région.

Compte tenu de la complexité de la pollution, il a été convenu que le site devait être creusé jusqu'à une certaine profondeur et qu'il n'y avait aucun intérêt à séparer les déchets toxiques des déchets radioactifs. Le sol pollué extrait devra être placé sur le site Karta 1-9 de Chkalovsk déjà clôturé avant d'être correctement recouvert par une couche de graviers et de terre végétale.

PHILIPPINES | PHILIPPINES

Grâce à un financement de la Commission européenne (CE), la FSD a pu poursuivre la mise en œuvre de son programme à Mindanao, aux Philippines, en 2014. La FSD a bénéficié d'une subvention de la CE en 2013 et a obtenu une nouvelle subvention le 1 janvier 2014 afin de soutenir pendant 18 mois l'action antimines dans le cadre du processus de paix à Mindanao. Ce financement lui a été accordé afin qu'elle réalise une enquête non technique sur les munitions non explosées, qu'elle sensibilise les communautés vulnérables aux dangers explosifs, qu'elle aide à coordonner la neutralisation des munitions non explosées et qu'elle forme les membres du processus de paix à la neutralisation des explosifs et munitions et à la gestion des stocks d'armes et de munitions.

En décembre 2014, 86 victimes de mines et de munitions non explosées avaient été recensées, la majorité des accidents étant dus à des munitions non explosées.

Dans le cadre de sa première activité d'enquête non technique portant sur les munitions non explosées, la FSD a réalisé 386 enquêtes dans des communautés et villages de la région de Mindanao. Des munitions non explosées à neutraliser ont été identifiées dans 118 villages et communautés. Ces communautés sont de ce fait prioritaires pour les campagnes de sensibilisation au danger et pour la coordination de la neutralisation des munitions non explosées auprès des autorités chargées du processus de paix et des autorités régionales concernées. La réalisation d'enquêtes non techniques au sein des communautés touchées par le conflit permet non seulement d'obtenir des données et des informations précieuses concernant les risques explosifs et la contamination, mais elle permet également à la FSD de s'intégrer à la communauté et de mieux comprendre les risques et les besoins de la population.

La deuxième activité de la FSD dans le cadre de la subvention visait à sensibiliser les communautés affectées au danger des mines et des explosifs. Outre cet aspect, la FSD a dispensé des formations de six mois afin de former le personnel des ONG et organisations locales pour leur permettre de sensibiliser à leur tour au risque explosif. Cela augmente la portée de la sensibilisation au danger et permet aux messages importants d'atteindre beaucoup plus de communautés que si la FSD s'en chargeait seule. En 2014, la FSD a sensibilisé plus de 55'000 personnes au danger grâce à plus de 200 sessions.

La FSD a également organisé cinq groupes de travail technique sur la sensibilisation au danger à Cotabato afin d'assurer un message de sensibilisation au danger unifié pour les instructeurs formés par la FSD et pour les autres ONG et organisations de Mindanao. Par ailleurs, la FSD a travaillé avec les autorités philippines afin d'intégrer la planification, la réflexion et la formation en matière de sensibilisation au danger au plan national de gestion des catastrophes.

La troisième activité de la FSD, consistant à fournir une assistance pour coordonner la neutralisation des munitions non explosées, devait initialement être dirigée dans le cadre d'un effort destiné à créer un centre d'action antimines et une cellule de coordination nationales. Cependant, en raison de la fragilité des relations sociales et politiques à Mindanao, cette institution n'a pas encore été créée. En attendant, une force opérationnelle mixte a été provisoirement mise en place, réunissant la FSD, le Comité de coordination commun pour la cessation des hostilités (JCCCH, Joint Coordination Committee on the Cessation of Hostilities) et l'Équipe de surveillance internationale (IMT,

Through a grant from the European Commission (EC), the FSD continued to implement its programme in Mindanao, in the Philippines throughout 2014. The FSD completed a grant with the EC in 2013 and signed a new subsidy on Jan 1st 2014 for eighteen months for mine action in support of the peace process in Mindanao. The grant was provided in order to carry out a non-technical survey for unexploded ordnance; to provide explosive hazard risk education to vulnerable communities; to assist in coordination of unexploded ordnance (UXO) clearance and to train peace process members in explosive ordnance disposal and ordnance stockpile management.

As of December 2014, there have been a total reported of 86 mines and unexploded ordnance casualties, the majority of which were from unexploded ordnance.

Under its first activity of unexploded ordnance non-technical survey, the FSD has now completed 386 surveys in communities and villages across the Mindanao region; a total of 118 villages and communities have identified unexploded ordnance for clearance. These communities have also been prioritised for risk education campaigns and notification for the coordination of UXO clearance with the relevant peace process and regional authorities. The process of conducting non-technical surveys in conflict-affected communities not only helps to provide valuable data and information on explosive hazards and contamination but also allows the FSD to integrate the community and to understand better the risks and its needs.

The second activity undertaken with the aid of this grant was to provide mine and explosive hazard risk education in affected communities. In addition to this the FSD conducted a six month-long training course in order to train local personnel from local NGOs and organisations to conduct their own explosive hazard risk education sessions. This multiplies the effect of the provision of risk education and helps deliver important messages to reach many more communities than the FSD could reach by itself. In the course of the year, the FSD has dispensed risk education to over 55,000 recipients through over 200 sessions.

The FSD has also carried out five risk education technical working groups in Cotabato in order to coordinate a unified risk education message amongst FSD-trained instructors and also amongst other NGOs and organisations in Mindanao. The FSD has also worked together with national authorities in the Philippines in order to incorporate risk education planning, considerations and training into national disaster management programming.

The FSD's third activity of providing assistance in the coordination of UXO clearance was initially designed to create a national mine action centre and coordination cell. Due to the sensitivities of social and political relations in Mindanao, the creation of this institution has not yet been realised. The interim solution is a Joint Task Force, which is an amalgamation of FSD, the Joint Coordination Committee on the Cessation of Hostilities (JCCCH) and the International Monitoring Team (IMT). FSD now acts as the de facto mine action centre and coordinates with other members of the joint task force to prioritise unexploded ordnance clearance for the national army explosive ordnance (EOD) teams. In 2014 16 UXO tasks have been completed in coordination with the National Armed Forces and Police EOD teams. This activity remains a sensitive, yet critical, component of the peace process as it draws together planning and cooperation

International Monitoring Team). À présent, la FSD opère comme le centre d'action antimines de facto et coordonne, avec les autres membres de la force opérationnelle mixte, la neutralisation des munitions non explosées prioritaires pour les équipes de l'armée nationale chargées de la neutralisation des explosifs et des munitions (NEM). En 2014, 16 opérations de neutralisation de munitions non explosées ont été réalisées en coordination avec les équipes NEM des Forces armées et de la police nationale. Cette activité est une composante sensible, bien qu'essentielle, du processus de paix car elle nécessite la planification et la coopération du gouvernement des Philippines (GPH) et du Front Moro islamique de libération (MILF).

Les dernières activités de la FSD prévues par cette subvention ont été les plus complexes à mettre en œuvre en raison de la fragilité du processus de paix. Compte tenu de la nature même de la situation post-conflit et des affrontements épars entre factions dissidentes dans certaines communautés, la question de la formation d'anciens combattants à la neutralisation d'explosifs et de munitions et à la gestion des stocks d'armes et de munitions est un sujet très sensible. La FSD est parvenue à mener un grand nombre d'opérations et d'activités communes avec des candidats adaptés et les forces NEM locales et nationales actuelles, cependant la formation physique dans un cadre national s'est révélée impossible pour l'instant.

Si la formation de personnel NEM se heurte à la situation politique, elle repose également fortement sur le fait que tous les anciens combattants et acteurs non étatiques armés ont été démilitarisés, formés, inscrits et re-entraînés avant d'être en mesure de développer des compétences techniques.

Aujourd'hui, la FSD souhaite poursuivre son programme dans le cadre de la subvention dont elle jouit jusqu'en juin 2015. Ensuite, la Commission européenne devrait lui accorder une nouvelle subvention afin de poursuivre le développement des activités de neutralisation des munitions non explosées et de gestion des stocks et pour renforcer l'intégration avec l'Organe international de déclassement (International Decommissioning Body), qui sera basé à Cotabato pour aider au processus de paix et au processus de normalisation. La FSD espère également élargir sa contribution à la sensibilisation au danger grâce à des formations et des missions à Basilan, Sulu et Tawi-Tawi.

La FSD espère que le travail effectué fin 2015 et en 2016 pourra faire progresser le développement des capacités des autorités locales et nationales en matière de neutralisation des explosifs ainsi que l'application des normes internationales en matière de sécurité, de gestion et de stockage des réserves d'armes et de munitions.

from both the Philippine Government (GPH) and the Moro Islamic Liberation Front (MILF).

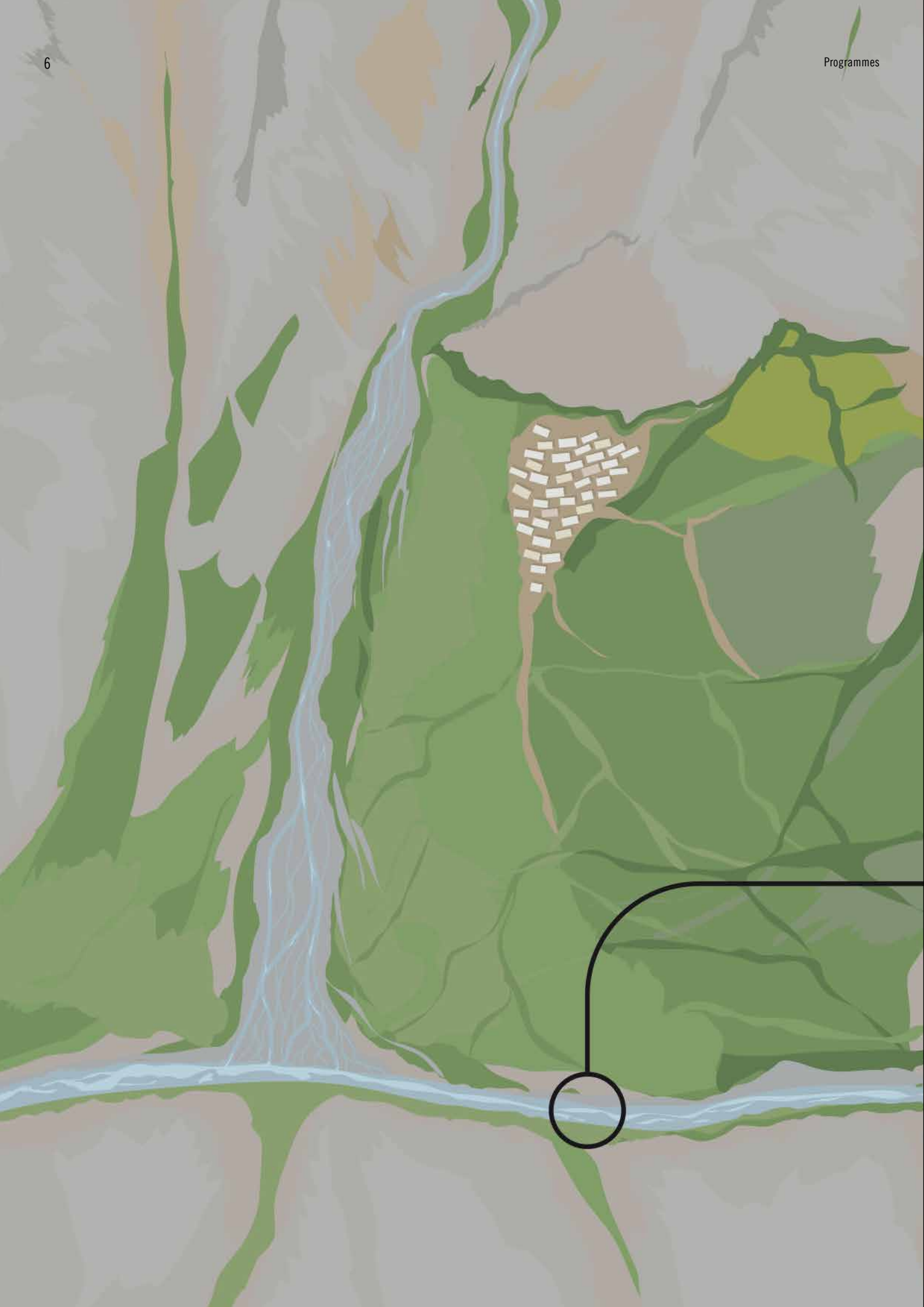
The FSD's final activities under this grant have been the most challenging to implement due to the sensitivities in the peace process. Due to the very nature of the post-conflict situation and small incursions of fighting between splinter factions in some communities, the issue of training former combatants in explosive ordnance disposal and ordnance stockpile management disciplines has been a very sensitive topic. The FSD has managed to conduct a considerable amount of operations and joint activities with suitable candidates and current local and national EOD forces. However, physical training under a national umbrella has proven too difficult at this time.

Training of EOD personnel is not only beset by political considerations, but it also depends on the need for all former combatants and armed non-state players to have completed demilitarisation, formation, registration and re-training prior to them being in a suitable position to develop technical skills.

The FSD now looks to continue its programme under the current grant until June 2015 and then a further grant under the European Commission is planned to develop the UXO and stockpile management functions further and also to integrate more closely with the International Decommissioning Body, which will be based in Cotabato in order to assist in the peace and normalisation processes. The FSD also hopes to expand its contribution to risk education with training and missions in Basilan, Sulu and Tawi-Tawi.

It is hoped that work in late 2015 and 2016 will be able to make some real progress in developing the local and national authorities' capability to deal with explosive ordnance disposal and also in applying international standards to the management of safety and storage of ordnance stockpiles.

Personnel expatrié International Staff:	3
Personnel national National Staff:	44
Dépenses Expenditure:	CHF 275,724
PRINCIPAL DONATEUR: Union Européenne (à travers FSD France)	
MAIN DONOR: European Union (through FSD France)	



TADJIKISTAN | TAJIKISTAN

Depuis 2010, les opérations de déminage de la FSD ne se concentrent plus, contrairement aux années précédentes, sur les zones dangereuses liées à la guerre civile de 1993-97, mais sur les ceintures de mines installées par les forces soviétiques du côté tadjik de la frontière avec l’Afghanistan.

Le Tadjikistan s’est engagé à prolonger ses obligations relatives à l’article 4 de la Convention d’Ottawa. Le pays doit être libéré de mines d’ici 2019. Cet objectif aurait pu être atteint s’il avait été possible de conserver dans le pays des capacités similaires à celles des années précédentes. Cependant, en 2014, la FSD a été contrainte de réduire considérablement ses activités de déminage, en raison du retrait du soutien apporté par le ministère des Affaires étrangères allemand et de la réduction du soutien du Bureau américain d’élimination et de réduction des armements (Office of Weapons Removal and Abatement, WRA).

Tenant de préparer le terrain pour une éventuelle stratégie de sortie du déminage, la FSD, soutenue par la dernière subvention du ministère des Affaires étrangères allemand, et avec le soutien du WRA, a entrepris de développer les capacités de l’« Union of Sappers » (UST), un organisme national à but non lucratif sélectionné par l’OSCE et les autorités nationales pour poursuivre les activités de déminage après le départ de la FSD. Cependant, les restrictions de la législation du Tadjikistan n’ont pas permis à l’UST d’obtenir l’accréditation nécessaire pour réaliser des opérations de déminage, ce qui, malheureusement, a invalidé l’idée de créer une organisation nationale chargée de s’occuper des zones dangereuses restantes. Après plusieurs mois d’une formation intense dispensée par la FSD dans les domaines techniques et de gestion, l’UST, fin 2014, est devenue une organisation dormante, attendant que le gouvernement révisé sa position et sa législation afin de lui permettre d’intervenir dans les zones dangereuses restantes.

Ces 10 dernières années, la FSD a mis au point une capacité de détection des mines importante au Tadjikistan avec des chiens. Avec l’arrêt du financement du gouvernement allemand, le défi était de trouver une organisation, ou une entité gouvernementale, capable d’utiliser ces animaux de détection et de subvenir à leurs besoins, tant en matière de nourriture que de soins médicaux. Avec l’aide des autorités tadjiks de déminage, la FSD a longuement négocié avec différents utilisateurs potentiels. Malheureusement, fin 2014, aucune solution convenable n’avait été trouvée.

Une équipe d’enquête non technique a été temporairement financée par le PNUD, tandis que le coût d’utilisation des machines de déminage MV4 a été financé grâce à une subvention du gouvernement japonais afin d’améliorer la productivité des équipes de déminage manuel. À la fin du mois d’octobre, cependant, les équipes de déminage et les machines ont été mises à l’arrêt, faute de financement.

La FSD participe à des opérations de destruction d’armes et de munitions au Tadjikistan depuis avril 2009. Les activités de destruction d’armes et de munitions et de gestion des stocks d’armement se sont poursuivies avec succès en 2014, avec le soutien du WRA et de l’OTAN (via la NSPA).

Cette intervention pourrait se poursuivre grâce à la formation des membres de l’armée de tous rangs, et englober l’ensemble des différentes matières et disciplines dans ces domaines.

Since 2010, the FSD’s de-mining operations have not, as in previous years, focused on hazardous areas relating to the 1993-97 civil war, but rather on the mine belts laid by former Soviet forces on the Tajik side of the border with Afghanistan.

Tajikistan has committed to an extension of its obligations to Article 4 of the Ottawa Treaty. The country is required to be “mine-free” by 2019, an objective which could have been reached if it had been possible to maintain similar capabilities in the country as in previous years. However, in 2014 the FSD was forced substantially to reduce its de-mining activities, due to the withdrawal of support from the German Foreign Office and the reduction of support from the Office of Weapons Removal and Abatement in the USA (WRA).

In an attempt to prepare the ground for a possible exit strategy from de-mining, the FSD, supported by the latest grant from the German Foreign Office, and with the support of the WRA, engaged in developing the capacities of “The Union of Sappers UST” of Tajikistan, a national not-for-profit organisation selected by OSCE and national authorities to continue the clearance activities after the withdrawal of the FSD. However, limitations in the Tajikistan’s legislation did not allow obtaining the accreditation for UST to conduct mine clearance which, most unfortunately, rendered impossible the idea of building up a national organisation dealing with the remaining hazardous areas. After many months of intense FSD training in technical and managerial disciplines, UST, at the end of 2014, turned into a dormant organisation, waiting for the Government to revise its position and legislation in order to allow them to operate in the remaining hazardous areas.

For the last 10 years, the FSD had built up a substantial canine mine detecting capacity in Tajikistan. With the end of funding from the German government, the challenge was to find an organisation, or a government entity, which would make use of these sensitive animals and which would also be able to cater for their food and medical care. the FSD, with the help of the Tajik national mine action authorities conducted lengthy negotiations with a large variety of potential users of the dogs. But unfortunately, as at the end of 2014, no suitable solution has yet been identified.

A team conducting Non-Technical Surveys was temporarily funded by UNDP while the running costs of the MV4 de-mining machine were funded through a grant from the Japanese Government, to enhance productivity of the manual de-mining teams. By the end of October, however, the de-mining teams and the machines were put on hold, due to a funding shortage.

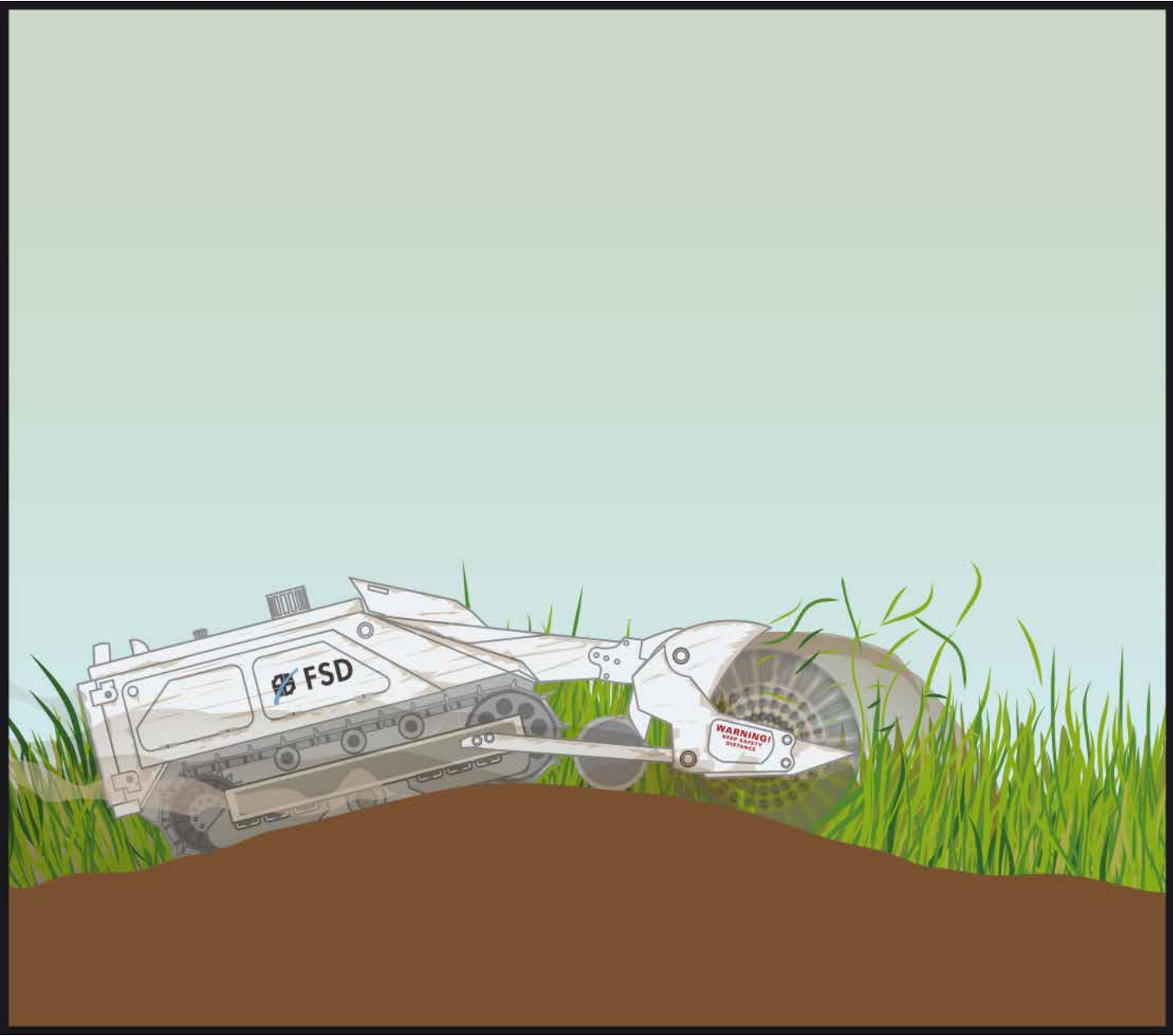
The FSD has conducted weapons and ammunition disposal operations in Tajikistan since April 2009. Weapons and Ammunition Disposal (WAD) and Stockpile Management (PSSM) Activities continued to be implemented successfully during 2014, with the support of the WRA and NATO (through NSPA).

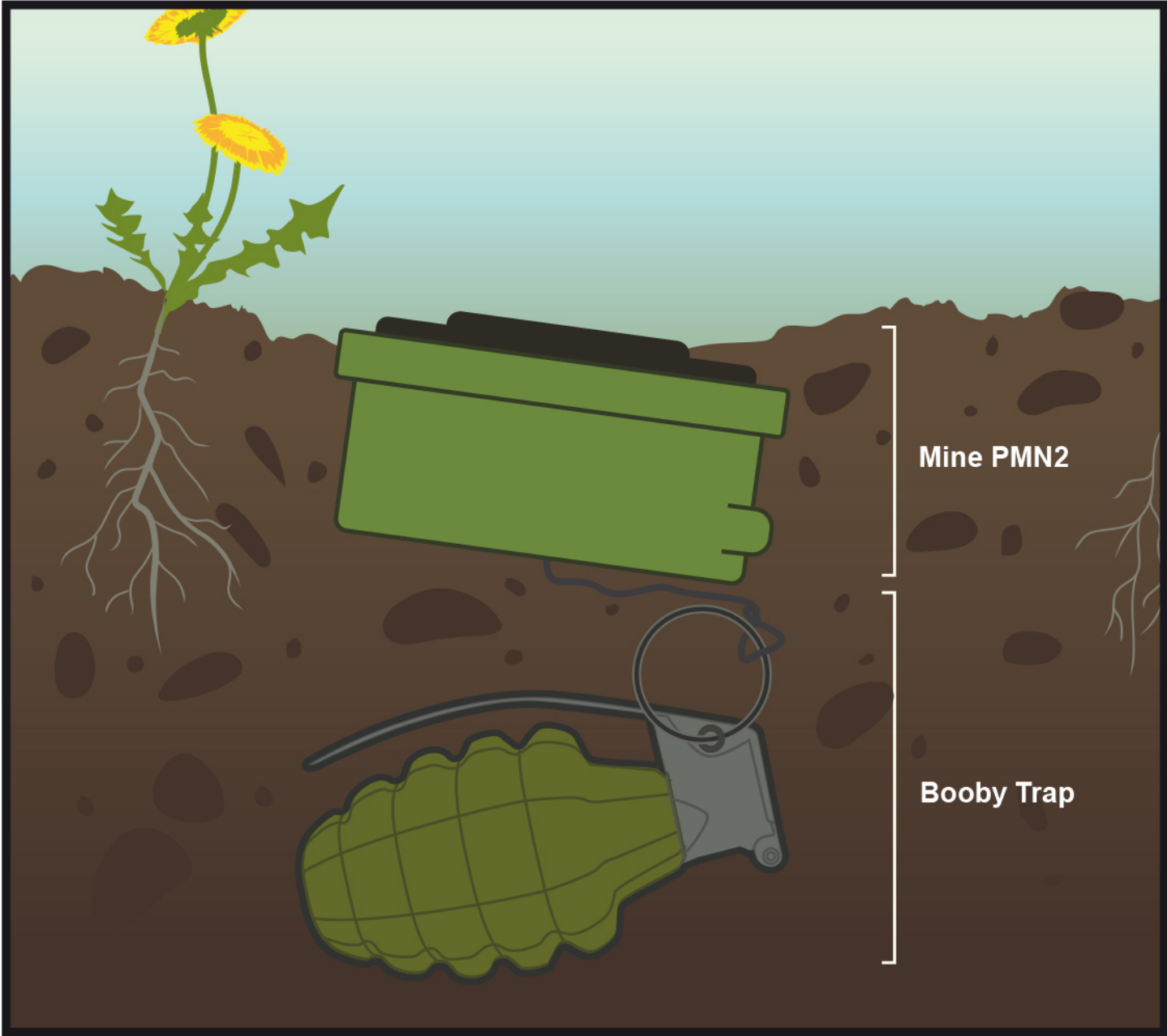
This intervention could continue with the successful training of Army staff of all ranks, and include all the various subjects and disciplines in these areas.

The teams continued to collect and dispose of obsolete weapons handed over from the Ministry of Defence and the Ministry of the Interior.

Les équipes ont poursuivi la collecte et la destruction des armes obsolètes qui leur ont été remises par le ministère de la Défense et le ministère de l’Intérieur.

Personnel expatrié International Staff:	4
Personnel national National Staff:	59
Mines détruites Destroyed mines:	76
ERW détruits Destroyed ERW:	2
Surface réhabilitée Released land:	411,837 m²
Dépenses Expenditure:	CHF 1,831,717
Principaux donateurs: Allemagne, Japon, Département d’Etat des USA, OTAN, PNUD, GGLA	
Main donors: Germany, Japan, US State Department, NATO, UNDP, GGLA	





AFGHANISTAN | AFGHANISTAN

En 2014, la FSD a poursuivi son programme en Afghanistan, dans la région de Darwaz, à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, dans la province du Badakhshan, au nord-est de l'Afghanistan, en menant des opérations d'enquête et de déminage.

Le programme est divisé en deux parties. La première est la FSD Afghanistan, inscrite au ministère des Affaires économiques de la République islamique d'Afghanistan. Toutes les opérations sur le territoire afghan sont menées par des équipes afghanes de déminage et de sensibilisation au danger des mines. La seconde est la FSD Darwaz, inscrite au ministère de la Justice de la République du Tadjikistan. Le rôle de cette dernière est de fournir le soutien, la logistique et la gestion nécessaires à la FSD Afghanistan à partir du Tadjikistan, en raison de l'inaccessibilité des cinq districts de la région de Darwaz, séparés du reste de l'Afghanistan par de hautes montagnes.

Après la pause hivernale, la FSD a poursuivi ses difficiles opérations de déminage transfrontalières. Au cours du premier mois, la FSD a dispensé une formation de quatre semaines sur le leadership afin d'améliorer les capacités de l'équipe nationale et des chefs de section.

La FSD a introduit un nouveau concept opérationnel afin d'augmenter l'efficacité des opérations sur ce terrain très difficile en terme de logistique : des équipes polyvalentes capables de collecter des informations relatives aux menaces potentielles, de sensibiliser aux dangers des mines et de réagir aux démolitions d'urgence en cas de besoin.

Une équipe polyvalente a été déployée dans les zones les plus reculées du district afin d'atteindre les communautés les plus isolées, de viser les groupes présentant une plus grande égalité des sexes, de renforcer la sensibilisation et de réduire les risques pour les populations. Une équipe de déminage manuel a poursuivi ses opérations dans les zones identifiées pour le développement futur d'infrastructures et d'activités agricoles.

Le renforcement des infrastructures et la création des conditions nécessaires au développement de cette zone sont les priorités définies par la fondation PATRIP auxquelles l'intervention, en coordination avec les acteurs du développement, contribue efficacement.

Une stratégie sur cinq ans concernant l'achèvement des opérations de déminage afin de déclarer le district comme une zone exempte de mines a été élaborée et discutée avec l'autorité afghane chargée du déminage.

In 2014, the FSD continued its Afghanistan programme in the Darwaz region along the Tajik/Afghan border in the Badakhshan Province in North Eastern Afghanistan, conducting survey operations, land release and de-mining activities.

The programme consists of two components. The FSD Afghanistan, registered with the Ministry of Economics of the Islamic Republic of Afghanistan (IRA). Afghan demining and Mine Risk Education teams conduct all operations on IRA territory. The second project component is FSD Darwaz, registered with the Ministry of Justice of the Republic of Tajikistan. The role of FSD Darwaz is to provide support, logistics and management for FSD Afghanistan from Tajikistan, due to inaccessibility of the five districts of the Darwaz region, which are separated from the rest of the IRA by high mountains.

After the winter break, FSD Afghanistan continued with these challenging cross-border de-mining operations. During the first month, the FSD conducted a four-week leadership training course to enhance the capabilities of the national team and section leaders.

In order to increase efficiency in this logistically very difficult terrain, The FSD introduced a new operational concept: multi-tasking teams able to collect information about potential threats, conduct Mine Risk Education and respond to emergency demolitions in case of need.

One multi-task team is deployed in the most remote areas of the district, reaching the most isolated communities, targeting gender balanced groups and aiming to increase awareness and reduce the risks for the population.

A manual demining team continued the clearance in areas identified for future development of infrastructures and agricultural activities.

The reinforcement of the infrastructures and the creation of the conditions for the development of this area are the priorities set by PATRIP and to which the intervention, in coordination with development actors, is successfully contributing.

A five-year strategy for the completion of clearance and declaring of the district as mine impact-free has been prepared and discussed with the Mine Action Authority of Afghanistan.

Personnel expatrié International Staff:	2
Personnel national National Staff:	39
Mines détruites Destroyed mines:	2,873
ERW détruits Destroyed ERW:	10,032
Surface réhabilitée Released land:	181,971 m2
Dépenses Expenditure:	CHF 1,025,353
PRINCIPAUX DONATEURS: Allemagne (Fondation Patrip)	
MAIN DONORS: Germany (Patrip Foundation)	

LIBYE | LIBYA

Après les évènements de 2011/12, l'intervention internationale destinée à accompagner le gouvernement de transition libyen a vu une implication significative des acteurs dans le domaine de l'éducation, de l'assistance humanitaire, de la réforme du secteur de la sécurité et de l'amélioration des capacités, de l'infrastructure et de la gouvernance. La menace spécifique représentée par les stocks de munitions et d'armes non gérés et non sécurisés, qu'ils résultent d'un conflit ou de l'héritage de l'ère Kadhafi, a eu plusieurs dimensions. Les réserves et les zones de stockage de munitions libyennes bombardées ne sont pas gardées ni sécurisées. Elles sont également mal entretenues et mal contrôlées, ce qui permet aux communautés locales d'y accéder sans être vues.

La FSD a poursuivi ses opérations commencées fin 2013 concernant l'enquête et l'évaluation des zones de stockage de munitions (ZSM) et des anciennes installations militaires bombardées dans le district d'Al Djoufrah : la ZSM Waddan Rawagha, la ZSM Suknah, la ZSM de la base aérienne Waddan et la ZSM de l'annexe de la base aérienne Waddan. Toutes les zones de stockages visitées à Al Djoufrah étaient également jonchées de munitions abandonnées ou non explosées suite aux bombardements de l'OTAN et aux combats locaux.

L'enquête initiale réalisée par la FSD dans les ZSM d'Al Djoufrah a révélé que ces sites abritent une grande variété d'armes et de munitions. Les armes et les munitions observées sur ces sites vont des munitions d'artillerie, de char et de mortiers et des armes de petit calibre traditionnelles aux roquettes, missiles guidés antichar (ATGM), bombes aériennes et composants/restes de sol-air à très courte portée (MANPAD). Plus de 50 % des locaux de stockage des explosifs se trouvant dans ces ZSM avaient un toit effondré et continuaient à cacher leurs véritables contenus, les effets des bombardements allant de la destruction complète à l'effondrement des structures (les rendant inaccessibles). L'enquête, achevée en avril 2014, a été communiquée aux donateurs et à la communauté internationale en Libye par le service de déminage des Nations Unies (UNMAS, United Nations Mine Action Service) qui l'a transmise aux autres ONG de déminage humanitaire travaillant dans le pays.

En juillet 2014, la FSD a commencé une deuxième phase d'opérations financée par l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH - GIZ) afin de réaliser les activités suivantes dans le district d'Al Djoufrah :

- Inventaire et enquête détaillée de toutes les ZSM et réserves afin de décrire, enregistrer et évaluer la menace représentée par les munitions non sécurisées.
- Opérations de stockage et de destruction des réserves de munitions et d'armes prioritaires en coordination avec les autorités nationales.
- Opérations de déminage et de neutralisation des explosifs et munitions (NEM) avec les équipes libyennes de NEM formées par la FSD.
- Remise en état des locaux de stockage des explosifs afin d'y stocker toutes les munitions retrouvées et utilisables.

Fin août 2014, il est apparu que la situation de la sécurité en Libye évoluait de jour en jour sur fond de dynamique complexe de conflit politique et tribal. Les actions menées contre les factions extrémistes par le gouvernement élu démocratiquement basé à Tripoli ont suscité une opposition féroce et plusieurs zones de Tripoli, Benghazi et Misurata

Personnel expatrié International Staff:	2
Dépenses Expenditure:	CHF 372,735
PRINCIPAUX DONATEURS: Canada, Département d'Etat des USA, GIZ	
MAIN DONORS: Canada, US State Department, GIZ	

Post 2011/12, international intervention in support of the transitional Libyan government witnessed significant input from players across the fields of education, humanitarian assistance, security sector reform and capacity building, infrastructure and governance. The specific threat from unmanaged, unsecured ordnance and weapons stockpiles, either as a result of conflict or as a legacy of the Gadhafi era, proved to have a number of dimensions. Bombarded ammunition stockpiles and storage areas across Libya remains unguarded and unsecured with a poorly maintained and controlled unmonitored access for the local communities.

The FSD maintained its operations started in late 2013 regarding survey and assessment of Ammunition Storage Areas (ASAs) and bombed ex-military facilities in Al Juffrah Province; specifically, Waddan Rawagha ASA, Suknah ASA, Waddan Air Force Base ASA and Waddan Air Force Base Annex ASA. All of the storage areas visited in Al Juffrah were also littered with abandoned or unexploded munitions as a result of NATO bombing and local fighting.

The results of the FSD's initial survey in the ASAs of AL Juffrah indicated that there was a wide variety of weapons and ordnance stored within those sites. Ordnance and weapons observed across the extensive sites range from conventional artillery, tank and mortar ammunition and small arms to rockets, anti tank guided missiles (ATGM), air dropped bombs and man-portable air defence system (MANPAD) components/remains. Over 50% of explosive store houses within the ASAs had collapsed roofs and continued to conceal the true contents as bombing effects ranged from complete destruction to collapsed and inaccessible structures. The comprehensive survey was completed in April 2014 and shared with donors and the international community in Libya from UNMAS to other humanitarian de-mining NGOs working in the country.

In July 2014 the FSD commenced a second phase of operations under German funding (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH - GIZ) in order to carry out the following activities in the Al Juffrah region:

- **A detailed inventory and survey of all ASAs and stockpiles in order to document, record and assess the threat posed by unsecured ordnance.**
- **Subsequent storage and disposal operations of prioritised ordnance and weapon stocks in coordination with national authorities.**
- **Explosive Ordnance Disposal (EOD) area clearance and disposal operations with FSD trained Libyan EOD teams.**
- **Refurbishment of Explosive Storage Houses (ESHs), sufficient to store any recovered and serviceable ammunition.**

By late August 2014 it became apparent that the security situation in Libya was changing daily with a complex dynamic of political and tribal conflict at play. Moves against extremist factions by the democratically elected Tripoli-based government were met with fierce opposition, and several areas around Tripoli, Benghazi and Misurata

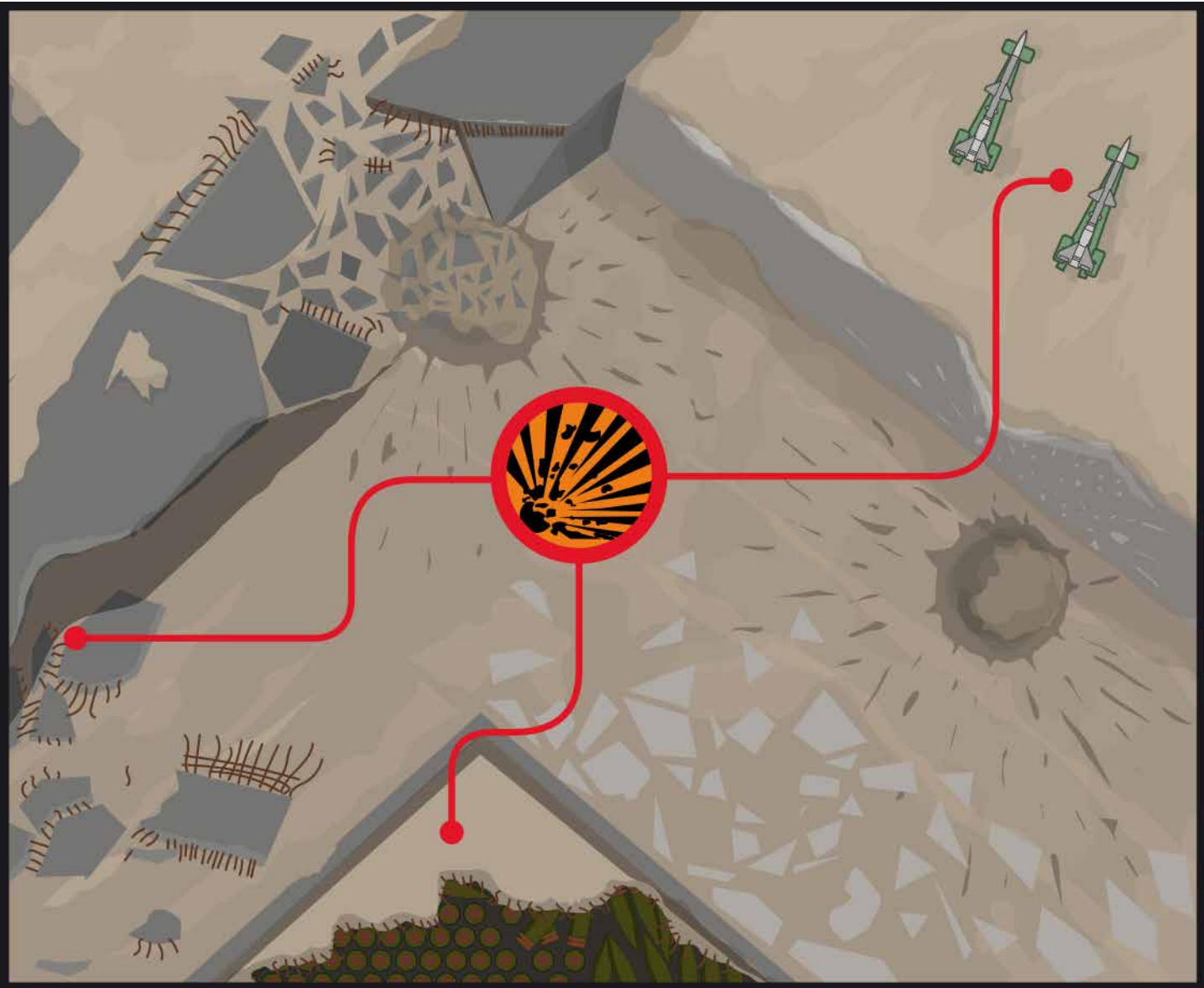
ont changé de mains en termes de gouvernance et de contrôle après plusieurs vagues d'affrontements. Cela s'est achevé par une dernière action et la défaite de facto du gouvernement élu qui a été exilé à Tobrouk et remplacé par un gouvernement rebelle à Tripoli.

De ce fait, la poursuite des opérations s'est avérée très difficile. Les bénéficiaires désignés du financement des donateurs du gouvernement libyen élu et les infrastructures ont été supprimés ou brouillés du jour au lendemain et la sécurité s'est fortement détériorée pour les expatriés et la population locale. Après avoir essayé à plusieurs reprises de poursuivre les opérations avec le Centre de déminage libyen, la FSD a malheureusement été contrainte d'évacuer tout son personnel pour le mettre en sécurité en Tunisie fin novembre 2014. Le programme libyen de la FSD a été suspendu en décembre 2014 et les plans destinés à poursuivre les programmes initiaux de gestion des munitions et des armes ainsi qu'à renouveler les programmes de neutralisation des munitions non explosées et de sensibilisation au danger ont été annulés pour 2015.

saw governance and control change hands after several violent confrontations. This culminated in a final move and de facto defeat of the elected government which was exiled to Tobruk and replaced by a rebel government in Tripoli.

Subsequently, operations became very difficult, defined beneficiaries of donor funding from the elected Libyan government and infrastructure were removed or became blurred overnight and security worsened significantly for expatriates and locals alike. After a number of attempts to continue operations with the Libyan Mine Action Centre, the FSD was unfortunately forced to evacuate all staff to Tunisia in late November 2014.

The FSD Libya programme was put on hold in December 2014, and plans to continue the original ordnance and ammunition management programmes were cancelled for 2015, along with renewing the unexploded ordnance clearance and risk education programmes.



MALI | MALI

Poursuivant ses activités entreprises au Mali en 2013, la FSD Mali a rouvert son bureau début février 2014 afin de dispenser des formations relatives aux infrastructures de stockage des munitions aux Forces armées et de sécurité du Mali (MDSF) en coordination avec le Service de déminage des Nations Unies (UNMAS, United Nations Mine Action Service).

La FSD a assisté l'UNMAS au Mali d'août à décembre 2013 en dispensant une formation de base à la gestion et au stockage des munitions et en évaluant de façon formelle les infrastructures de stockage des munitions contrôlées par la MDSF. Ces formations et ces évaluations devaient permettre de vérifier la situation du stockage des munitions au Mali, de contribuer à une stratégie nationale de gestion des munitions et de développer les compétences nécessaires au sein de la MDSF afin de gérer et de manipuler les stocks de munitions de manière compétente et en toute sécurité.

Les premières évaluations des dépôts de stockage de munitions menées par la FSD et l'UNMAS ont révélé que de nombreux sites de stockage de munitions, voire tous, étaient mal sécurisés, mal gérés et abritaient des stocks variés de munitions de différents types, obsolètes ou stockées dans des conditions dangereuses. En raison d'un mélange de gêne et de sensibilité politique concernant les sites de stockage de munitions, la MDSF s'est légèrement retirée de la coopération avec la communauté internationale et une nouvelle stratégie a dû être élaborée afin de s'assurer de la sécurisation et de la bonne gestion de ces sites.

La nécessité de mettre en place et de former des opérateurs et des responsables nationaux pour évaluer leurs infrastructures de stockage a également entraîné une progression naturelle au niveau de la formation en matière de gestion et de manipulation des munitions dispensée par la FSD au deuxième semestre 2013 pour la MDSF. Le recyclage de 2014 était destiné à renforcer les compétences orientées sur la gestion afin que les officiers et les cadres de la MDSF acquièrent les compétences nécessaires pour garantir la mise en œuvre efficace de toute politique stratégique élaborée au niveau du gouvernement en matière de gestion des munitions.

La première formation de l'année 2014 a eu lieu en février/mars. Dix-neuf officiers de la MDSF ont été formés aux compétences d'inspection de base des infrastructures de stockage des armes et des munitions. Cette formation a été suivie par une autre formation plus approfondie traitant de sujets comme la reconnaissance des armes, l'agencement des armureries, des ateliers concernant l'élimination des armes de petit calibre, des aide-mémoire relatifs aux armes et munitions, des outils d'inspection et des méthodes d'établissement de rapports. Le programme couvrait :

- L'inspection et l'évaluation des infrastructures de stockage, des munitions et des armes.
- Le respect des normes/législations internationales et nationales concernant le stockage, la manipulation et le transport des munitions et/ou des armes.
- La sécurité des infrastructures de stockage.
- L'entretien et la réhabilitation des infrastructures, des munitions et des armes.
- La conduite d'enquêtes sur les incidents/accidents impliquant le stockage, la manipulation et le transport de munitions et/ou d'armes.

Dépenses | Expenditure:.....CHF 296,304
PRINCIPAL DONATEUR: UNOPS
MAIN DONOR: UNOPS

The FSD Mali team continued its action kicked off in 2013 by re-opening its office in early February 2014 in order to carry out ammunition storage facility training courses for the Mali Defence and Security Forces (MDSF) in coordination with United Nations Mine Action Services (UNMAS).

The FSD supported UNMAS in Mali from August to December 2013 in the form of basic ammunition management and storage training and formal assessments of the ammunition storage facilities controlled by the MDSF. The intent of these training sessions and assessments was to ascertain the scope of the ammunition storage situation in Mali, contribute to a National ammunition management strategy and to develop the requisite skills within the MDSF to manage and handle their ammunition stocks competently and safely.

From the initial assessments of ammunition storage depots carried out by the FSD and UNMAS, it was obvious that many, if not all, ammunition storage sites were inadequately secured, badly managed and contained a wide variety of obsolete or dangerously stored ammunition. A combination of embarrassment and political sensitivity concerning ammunition storage sites saw the MDSF withdrawing slightly from cooperation with the international community and a new strategy was developed to ensure such sites were both secure and well-managed.

Combined with the requirement to create and train national operators and managers to assess their storage facilities, there was also a natural progression in the basic ammunition management and handling training that the FSD has conducted in the latter half of 2013 for the MDSF. This continuation training for 2014 was designed to improve management skills, so that officers and senior MDSF staff would be capable of ensuring effective implementation of any strategic government policy for ammunition management.

The first training course of 2014 was conducted in February/March and trained 19 MDSF Officers in basic inspection skills of ammunition and ordnance storage facilities. This course was then followed by a more in-depth training course to cover topics such as weapons recognition, armoury layout, small arms disposal workshop aspects, ordnance aide memoire specifics, inspection tools and reporting methods. The Syllabus covered:

- Inspection and assessment of storage facilities, ammunition and weapons.
- Adherence to international and national standards/legislation regarding ammunition and/or weapons storage, handling and transport.
- Security of storage facilities.
- Maintenance and rehabilitation of facilities, ammunitions and weapons.
- Conduct of incident/accident investigations involving storage, handling and transport of ammunitions and/or weapons.
- Design and overseeing construction of storage facilities for ammunitions and/or weapons.

- La conception et la supervision de la construction d'infrastructures de stockage pour les munitions et/ou les armes.

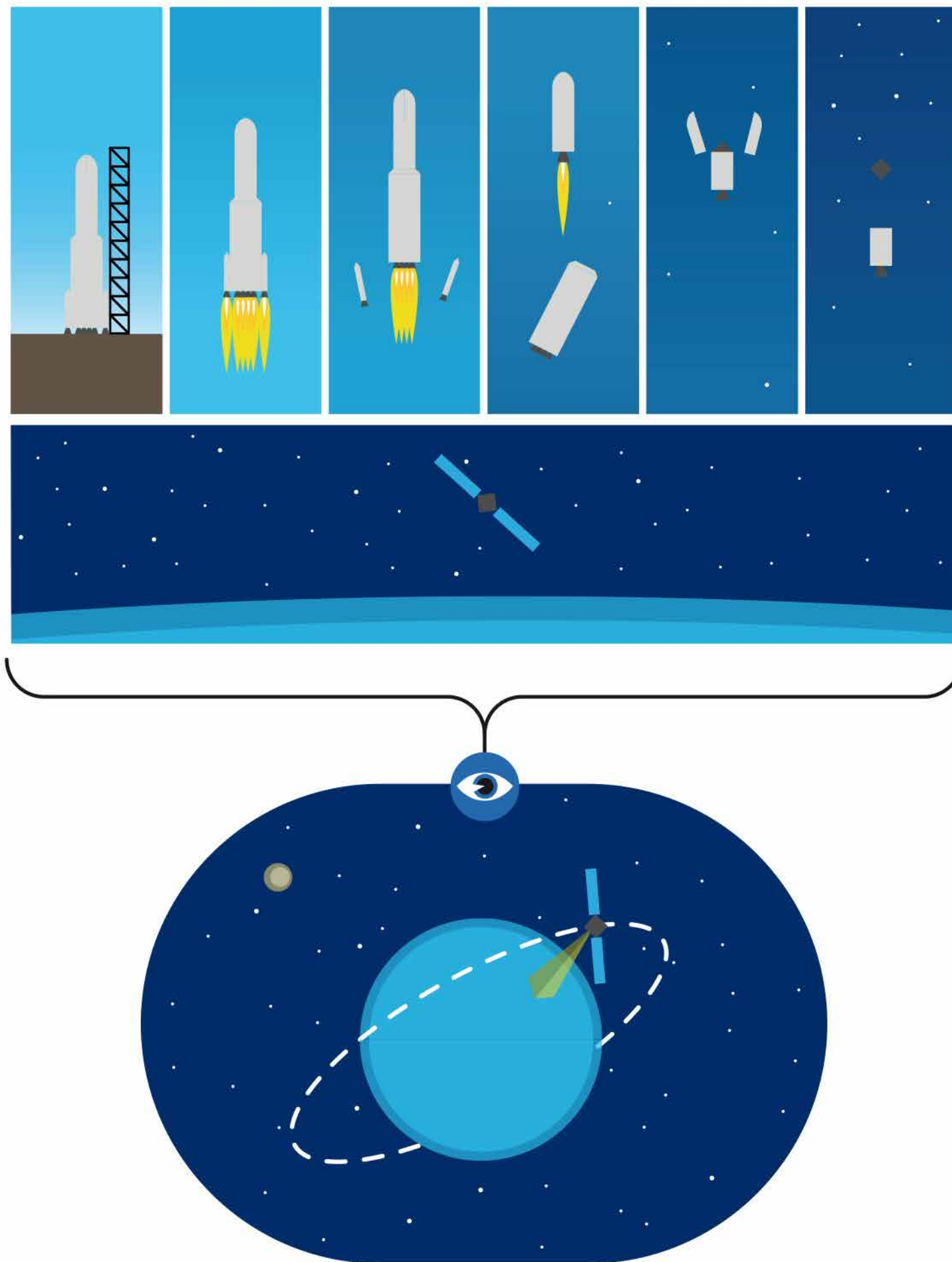
Les leçons théoriques ont été suivies par une phase de mentorat de deux mois au cours de laquelle les officiers de la MDSF ont été guidés par des instructeurs de la FSD lors de l'inspection d'infrastructures de stockage de munitions et d'activités de gestion en temps réel. Cette phase s'est achevée fin juillet 2014.

En raison d'un manque de contrats de report avec l'UNMAS et d'un manque de financement de la part des donateurs au Mali, la FSD a fermé son bureau de Bamako en juillet 2014.

Following the theory lessons, a two-month mentoring program was launched with FSD instructors guiding MDSF officers in real-time ordnance storage facility inspections and management tasks. This phase lasted until the end of July 2014.

Following a lack of continuation contracts from UNMAS and funding shortage amongst Mali-based donors, the FSD closed its office in Bamako in July 2014.





LES SATELLITES POUR UN DÉMINAGE PERFECTIONNÉ SATELLITE ASSETS FOR ENHANCED DEMINING

Depuis 2013, la FSD est membre du consortium SAFEDEM sponsorisé par l'Agence spatiale européenne (ESA) dans le cadre du programme d'applications intégrées ARTES 20.

L'objectif de SAFEDEM (Space Assets for Enhanced Demining) est de fournir une plateforme de services afin de répondre aux besoins de la communauté d'action antimines dans le but d'améliorer et d'optimiser la planification et la préparation des activités de déminage et de réduire leur impact.

La plateforme de service SAFEDEM intègre les données des satellites d'observation de la Terre et des données à haute résolution acquises grâce à des systèmes d'aéronef télépiloté (RPAS, «Remotely Piloted Aircraft Systems») afin de fournir des produits et des services complets pour soutenir le processus de remise à disposition des terres aux différents niveaux de l'action antimines. L'objectif du consortium est de tester les technologies de détection à distance pour améliorer les activités de déminage.

Les principaux besoins identifiés par le consortium concernent la gestion et le traitement des informations géoréférencées. En effet, sur le terrain, les opérateurs ont besoin d'une cartographie opportune, précise et fiable des zones suspectées dangereuses, comprenant des couches thématiques décrivant l'état du terrain et ses changements dans le temps. Cette cartographie personnalisée du danger devrait permettre de réduire l'accès aux zones suspectées dangereuses.

Les services SAFEDEM sont également destinés à la gestion opérationnelle des activités d'enquête technique et de déminage et à l'évaluation des résultats et la remise à disposition des terres à la fin des opérations.

Le rôle de la FSD dans le consortium est de fournir un accès sûr aux zones dangereuses dans les pays affectés par des mines terrestres, d'acquérir une imagerie à haute résolution en utilisant son propre drone de cartographie professionnelle, et de fournir des renseignements et des conseils au consortium du point de vue d'un opérateur de l'action antimines.

Tout au long de l'année, la FSD a assisté le consortium grâce à son expertise dans l'action antimines. La FSD a également procédé avec succès à plusieurs vols de drone au-dessus de champs de mines suspectés en Arménie. L'imagerie acquise a été utilisée pour générer des cartes d'activité et des cartes de risque.

Le fait de participer à ce projet, bien qu'il en soit toujours à une phase expérimentale, a permis à la FSD d'entrer en contact plus étroit avec les entreprises privées impliquées dans l'observation de la terre et de renforcer ses relations avec l'ESA et le Bureau suisse des Affaires spatiales (Swiss Space Office).

Since 2013, the FSD has been a partner in a consortium sponsored by the European Space Agency (ESA) under the ARTES 20 IAP programme.

SAFEDEM (Space Assets for Advanced Demining) aims at providing a service platform addressing the needs of the Mine Action community to improve and optimise the planning and preparation and to reduce the impact of demining activities.

SAFEDEM's service platform integrates data from Earth Observation satellites with high-resolution data acquired through Remotely Piloted Aircraft Systems (RPAS) to offer a comprehensive set of products and services in support of the land release programme at the various levels of mine action. The aim of the consortium is to test remote sensing technologies in order to improve demining activities.

The most important needs identified by the consortium are related to geo-referenced information management and processing. In particular, field operators need timely, accurate and reliable mapping of suspected hazardous areas, including thematic layers describing the field situation and changes over time. This customised mapping is expected to help reduce uncontrolled access to suspected dangerous areas.

SAFEDEM services also designed to be used for operational management during technical survey and clearance as for results assessment and land release at the end of operations.

The role of the FSD in the consortium is to provide a safe access to dangerous areas in countries affected by landmines, to acquire high-resolution imagery using a professional mapping drone and to provide input and advice to the consortium from the perspective of a mine action operator.

Throughout the year, the FSD has assisted the consortium with mine action expertise. The FSD also successfully conducted a series of drone flights over supposed mine fields in Armenia. The imagery acquired were used to produce Activity Maps and Risk Maps.

Still at an experimental phase, the participation in this project allowed the FSD to come into closer contact with private companies involved in the Earth Observation Industry and strengthen the relationship with ESA and the Swiss Space Office.

Dépenses | Expenditure: CHF 121,618

PRINCIPAL DONATEUR: Agence spatiale européenne

MAIN DONOR: European Space Agency

ARMENIE | ARMENIA

Le Centre arménien de déminage humanitaire et d'expertise (ACHDE) a été créé en 2011 pour coordonner l'ensemble des activités d'action antimines en République d'Arménie. L'ACHDE emploie actuellement 20 personnes, dont aucune n'a d'expérience pratique en matière de gestion des opérations de déminage humanitaire. Les opérations de déminage humanitaire, menées par des ONG internationales et le corps du génie arménien, ont commencé fin 2013. Cependant, l'ACHDE n'a pas les capacités nécessaires pour confier des missions, approuver les plans de déminage de l'organisation, surveiller l'avancée des missions ou organiser des activités de gestion de la qualité.

En 2013, la FSD a procédé à une enquête non technique à l'échelle du pays et a opté pour un programme destiné à soutenir l'ACHDE en tant que conseiller permanent intégré à la structure du centre. En 2014, l'objectif de l'intervention était de mettre en place un Service opérationnel autonome composé d'une Section de planification et des opérations en cours et d'une Section de gestion de la qualité et intégrant une Section de gestion de l'information nouvellement créée. Le premier objectif de cette démarche était de mettre en œuvre des principes de planification, d'utiliser le Système de gestion de l'information pour la lutte antimines (IMSMA) de l'ONU pour tous les rapports et d'élaborer des normes nationales de déminage pour l'Arménie.

À la mi-juin 2014, le développement de la plupart des activités ci-dessus était bien avancé et l'ACHDE utilisait certains des principes de base pour gérer l'action antimines. Ces derniers sont désormais ancrés dans ses propres normes et politiques. Les activités suivantes ont ensuite été menées avec l'ACHDE au cours du deuxième semestre 2014 :

- Amélioration de l'efficacité en se concentrant sur la réduction des zones et les enquêtes non techniques.
- Mise en œuvre d'opérations de contrôle qualité et d'assurance qualité au niveau des démineurs sur le terrain.
- Collecte de fonds et sensibilisation à l'action antimines en Arménie.
- Amélioration de la formation du personnel de l'ACHDE en matière de gestion et cours techniques via le Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG) : formation médicale, gestion de la qualité, utilisation de l'IMSMA et enquêtes non techniques.
- Elaboration d'une politique nationale à intégrer à la législation nationale.

En septembre 2014, trois membres de l'ACHDE se sont également rendus à une formation d'EOD 3 dispensée par la FSD dans son programme au Tadjikistan et financée par l'OSCE.

En novembre 2014, la FSD a procédé à une phase de l'un de ses projets mondiaux en Arménie. Le projet consistait à intégrer des outils d'observation satellites et proches de la Terre (véhicules aériens sans pilote, UAV) pour capturer des images et cartographier les zones suspectées dangereuses. Grâce à l'imagerie satellite utilisée dans le cadre d'un projet de la FSD avec l'Agence spatiale européenne (ESA), la FSD a déployé une petite équipe d'experts qui a collecté des images optiques grâce à un petit UAV équipé de nombreuses plateformes comme des caméras à infrarouge, à ultraviolet, à lumière blanche traditionnelle et thermiques. Toutes les données recueillies ont ensuite été réunies dans une image afin d'analyser le terrain et les méthodes envisageables pour détecter les mines.

Personnel expatrié International Staff:	1
Personnel national National Staff:	1
Dépenses Expenditure:	CHF 273,730
PRINCIPAL DONATEUR: Département d'Etat des USA	
MAIN DONOR: US State Department	

The Armenian Centre for Humanitarian Demining and Expertise (ACHDE) was established in 2011 to act as the coordinating authority for all humanitarian mine action activities in the Republic of Armenia. The ACHDE currently has 20 staff, none of which has practical experience of managing humanitarian mine action operations. Humanitarian mine clearance operations, conducted by both international NGOs and the Armenian Corps of Engineers, commenced in late 2013. However the ACHDE has no capacity to issue task orders, to approve the organisation's clearance plans, to monitor task progress or to conduct Quality Management activities.

The FSD completed a countrywide non-technical survey in 2013 and moved onto a programme to provide support to the ACHDE as a permanent advisor embedded within the structure of the centre. The objective of the intervention for 2014 was to establish a functioning Operations Department, consisting of a Planning and Current Operations Section, a Quality Management Section and the integration of a newly established Information Management Section. The early focus of this being the implementation of planning principles, utilisation of the UN Information Management System for Mine Action (IMSMA) for all reporting and the drafting of National Mine Action Standards for Armenia.

By mid June 2014, the majority of the seed activities above were well developed and the ACHDE was developing some of the basic principles for mine action management which are now enshrined in their own standards and policies. Subsequent activities worked on with the ACHDE in the latter half of 2014 were then:

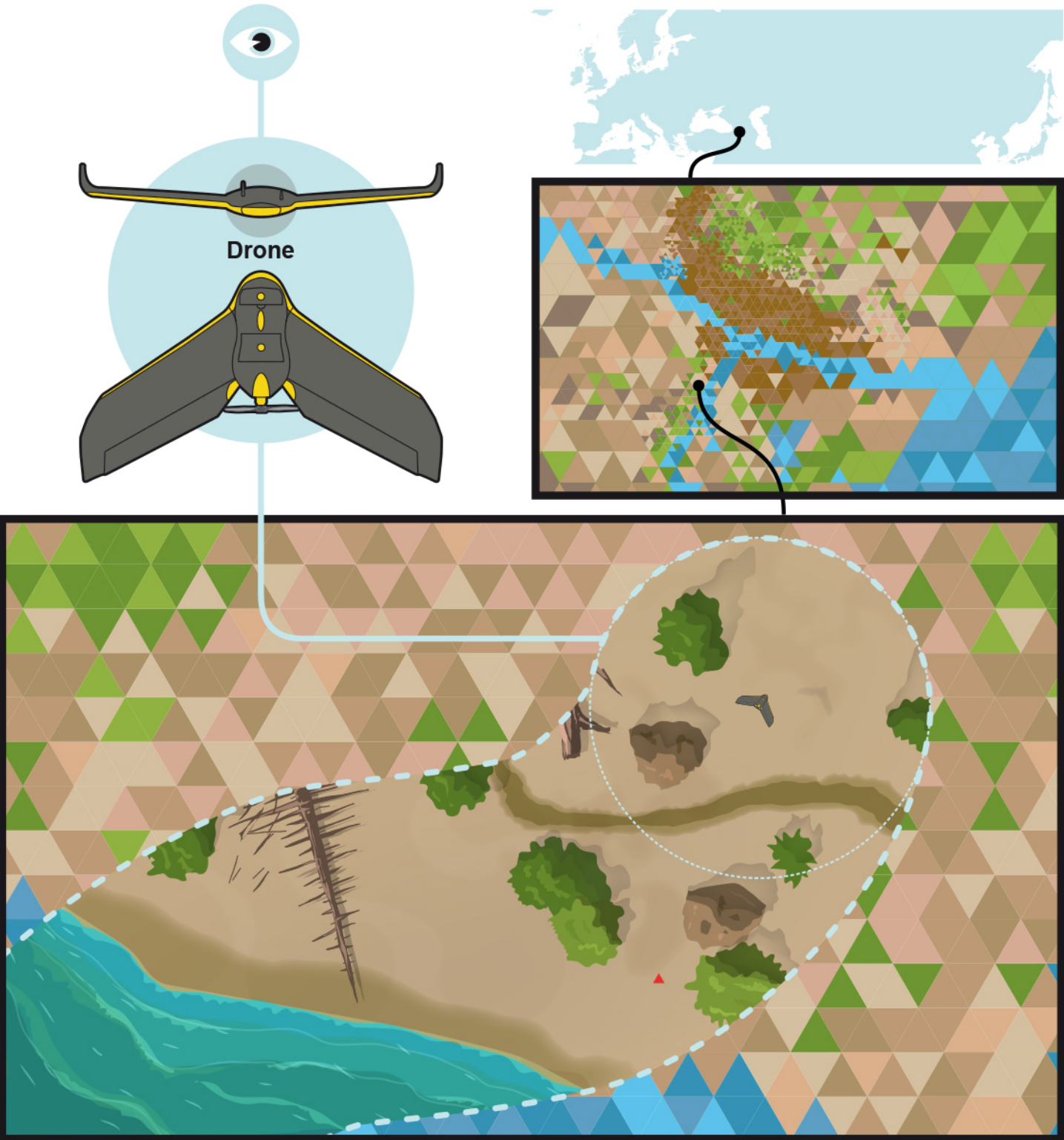
- Improvement of efficiency by focusing on area reduction and Non-Technical Survey.
- Implementation of Quality Control and Quality Assurance operations carried out by mine clearance operators in the field.
- Fund raising and mine action profile awareness in Armenia.
- Further training of ACHDE personnel on management and technical courses through the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD). These included medical training, quality management courses, IMSMA courses and non-tech survey courses.
- Development of a national policy for inclusion in national law.

In September 2014, three members of the ACHDE also travelled to an EOD 3 training course which the FSD ran in its Tajikistan programme and which was financed through OSCE.

In November 2014 the FSD also conducted a phase of one of its global projects in Armenia. The project was to integrate satellite and near earth observation assets (unmanned aerial vehicles - UAV) to capture imagery and mapping of suspected hazardous areas. Along with satellite imagery utilised through an FSD project with the European Space Agency (ESA), FSD deployed a small team of experts who gathered optical imagery from a small UAV with numerous platforms such as infra-red, ultra-violet, conventional white light and thermal cameras.

Le programme de la FSD en Arménie, financé par le Département d'État des États-Unis, durera jusqu'au 31 janvier 2015. La FSD espère que les formations et pratiques proposées en 2014 se concrétiseront à l'avenir par des opérations en temps réel dans le pays.

All the gathered data were then overlaid onto one picture to analyse terrain and possible methods of mine patter detection. The FSD programme in Armenia funded by the American State Department will run until 31 Jan 2015 and it is hoped that many of the trainings and practices undertaken in 2014 will be cemented in real time operations across the country in the future.



BIRMANIE | MYANMAR

Des milliers de déplacées internes ont besoin d'assistance dans les régions birmanes où le conflit intérieur le plus long au monde continue à briser la vie des populations locales. Ce conflit interne, qui a commencé après l'indépendance en 1948, est souvent désigné comme le « conflit oublié le plus important au monde ».

Bien que la Birmanie soit très probablement très touchée par le problème des mines terrestres, les autorités nationales n'autorisent toujours pas les activités d'enquête technique et de déminage. Elles invoquent une absence de cadre juridique pour des interventions complètes d'action antimines et interdisent l'accès aux zones de conflit. Les autorités nationales autorisent uniquement la mise en œuvre d'activités de sensibilisation et de projets d'assistance aux victimes. De ce fait, les activités d'enquête et de déminage sont retardées, malgré tout l'intérêt et la pression des différents acteurs.

Par conséquent, ces deux dernières années, la FSD a dû se concentrer sur des activités d'assistance humanitaire plus générales pour venir en aide aux personnes déplacées. Ces activités concernent la construction d'abris, l'approvisionnement et la distribution de biens non alimentaires (NFI), et sont à la fois associées et accompagnées de séances et de messages de sensibilisation au danger des mines.

Le Maggin Development Consulting Group (MDCG), une organisation non gouvernementale nationale ayant de l'expérience dans la gestion et la mise en œuvre de projets humanitaires, s'est associé à la FSD pour mener ces activités. Le MDCG dispose d'une équipe polyvalente de personnel de soutien et d'opérateurs de terrain ainsi que de ressources importantes dans un pays qui compte 135 groupes ethniques différents et quatre langues nationales principales.

En 2014, la FSD et le MDCG ont travaillé ensemble dans quatre zones géographiques, à savoir l'État Shan du nord, l'État Kachin, l'État de Kayah et l'État de Kayin. Ils y ont construit des abris, distribué une assistance matérielle et sensibilisé la population au danger des mines.

En avril 2014, au terme d'un long processus, la FSD a enfin été officiellement enregistrée auprès du ministère de l'Intérieur birman en tant qu'organisation non gouvernementale internationale. La FSD espère également bientôt pouvoir signer un Protocole d'entente avec le ministère de la Protection sociale, des secours et de la réinstallation.

En août 2014, la FSD a achevé un projet de 17 mois financé par l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), fournissant un abri à des centaines de familles déplacées. La FSD a également distribué des kits d'hygiène afin de réduire les risques de maladie et des kits d'hiver. Elle a par ailleurs dispensé des formations de sensibilisation au danger des mines afin de réduire le risque d'accidents liés aux mines terrestres.

En septembre 2014, la FSD a participé avec plusieurs autres organisations à une réunion de coordination nationale afin d'élaborer un plan stratégique sur deux ans concernant l'action antimines. Cette réunion s'est concentrée sur l'assistance aux victimes, la coordination et le renforcement des capacités nationales, la collecte de données et la gestion des informations, la défense d'une cause, la communication et la mobilisation des ressources.

Thousands of internally displaced persons (IDP) require assistance in areas of Myanmar where the world's longest running internal conflict continued to disrupt the lives of local populations. This internal conflict started after independence in 1948, and it is often referred to as "the most important forgotten conflict of the world".

Even though Myanmar is most probably heavily affected by the problem of landmines, the national authorities still do not allow technical survey and clearance activities. They plead an absence of legal frameworks for full mine action interventions and restrict access to conflict areas. The national authorities allow implementation of educational activities and victim assistance projects only. For these reasons, survey and mine clearance activities have been further delayed, despite the keen interest and pressure from various stakeholders.

The FSD therefore had to concentrate during the past two years on more general humanitarian assistance activities in support of IDP. The activities consisted of shelter construction and the provision and distribution of non-food items, both combined and accompanied by Mine Risk Education sessions and messages.

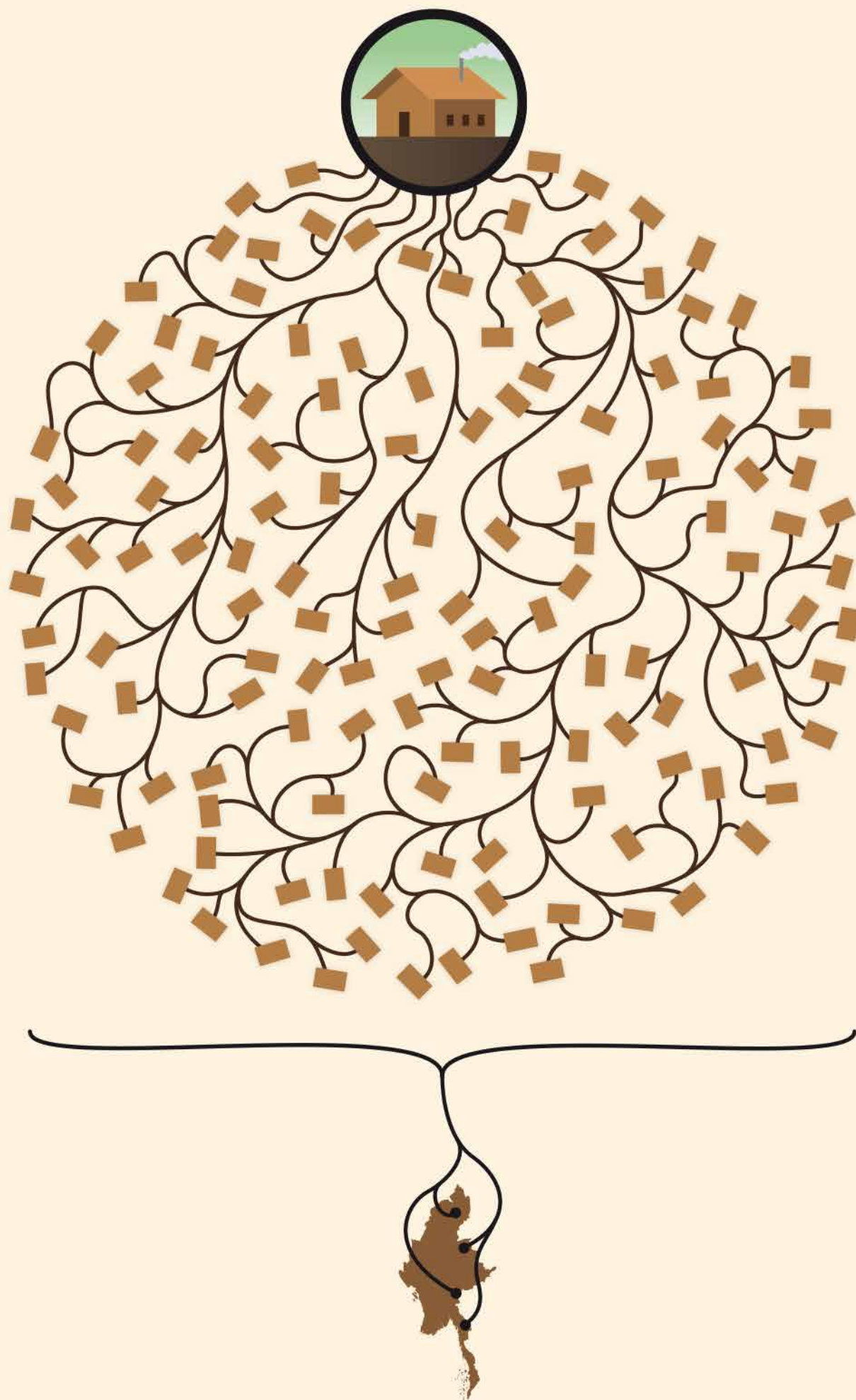
Partnering with the FSD for conducting these assistance activities was the Maggin Development Consulting Group (MDCG), a national non-governmental organization with experience in humanitarian project management and implementation. MDCG has a very diverse team of support staff and field operators, and important assets in a country with 135 different ethnic groups and four main national languages.

In 2014, the FSD together with MDCG worked in four geographical areas, namely Northern Shan, Kachin, Kayah and Kayin States and provided construction of shelters, distribution of material assistance and Mine Risk Education services.

In April 2014, after a long drawn out process, the FSD finally obtained official registration with the Ministry of Home Affairs as an International non-governmental organization. The FSD soon expects to be able to sign also a Memorandum of Understanding with the Ministry of Social Welfare, Relief and Resettlement.

In August 2014 the FSD has completed a 17 month project financed by the European Community's Humanitarian Office (ECHO), providing shelters for hundreds of displaced families. The FSD also distributed winter clothing and hygiene kits to reduce the risk of disease, and provided training to reduce the risk of accidents caused by landmines. In September 2014 the FSD participated with several other organisations in a national coordination meeting to develop a two year strategic plan on Mine Action. The meeting focused on victim assistance, co-ordination and national capacity strengthening, data collection and information management, advocacy, communication and resource mobilisation.

Personnel expatrié International Staff:	1
Personnel national National Staff:	3
Dépenses Expenditure:	CHF 776,535
PRINCIPAUX DONATEURS: DG ECHO	
MAIN DONORS: DG ECHO	



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Depuis la mi-avril 2013, et la mise en place d'un gouvernement provisoire, la République centrafricaine a plongé dans le chaos. Les rebelles de la Séléka terrorisent les civils et les opposants chrétiens ont créé leur propre milice, les anti-balaka, pour riposter et se défendre. Près d'un million de personnes, dans un pays qui en compte 5 millions, ont fui leur maison. Beaucoup d'agriculteurs et d'éleveurs ont fui et les autorités ont craint que leur absence n'entraîne une famine. En octobre 2013, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré que « l'ordre public s'était effondré » dans le pays et a autorisé le déploiement de forces de maintien de la paix. En décembre, l'Union africaine a annoncé une augmentation de ses troupes, passant de 3'500 à 6'000 hommes. La France a envoyé 1'600 soldats dans son ancienne colonie. Pour beaucoup, la République centrafricaine était au bord du génocide. En avril 2014, l'ONU a autorisé l'envoi d'une force de maintien de la paix composée de 12'000 hommes qui ont été déployés dans le pays au mois de septembre.

À la demande des dirigeants régionaux, le président par intérim a démissionné en janvier 2014 après avoir échoué à enrayer les violences entre les chrétiens et les musulmans, laissant le pays en ruines. Les 135 membres du conseil national de transition ont élu Catherine Samba-Panza au poste de nouvelle présidente par intérim.

En juillet 2014, les milices musulmanes et chrétiennes ont signé un cessez-le-feu qui n'aura duré que deux semaines. En août, Mahamat Kamoun a été nommé Premier ministre.

Traditionnellement, les forces ennemies s'affrontaient avec des machettes et des couteaux, mais fin 2013, de grandes quantités de grenades et d'autres armes légères sont apparues dans tout le pays, surtout dans sa capitale Bangui.

La FSD a procédé à sa première mission d'exploration en février 2014. Au terme de cette mission, une campagne de sensibilisation pour soutenir la population de Bangui a été élaborée, en partenariat avec l'ONG locale IRAD (Initiative de Recherche d'Actions Concrètes du Développement). La Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) a soutenu la première phase de sa mise en œuvre. L'intervention visait les populations déplacées du camp de M'Poko, situé à proximité de l'aéroport, et de cinq autres camps situés dans d'autres zones à l'intérieur et autour de la capitale. Les opérations de la FSD combinaient la délivrance de messages de sensibilisation et de messages et activités relatifs à l'hygiène, comme le fait de vider les réservoirs des latrines temporaires mises à la disposition des personnes déplacées.

Depuis, le programme s'est développé dans différentes directions pour atteindre un bon niveau fin 2014.

Le programme s'est développé sur les axes suivants :

- Soutenir le rétablissement des forces armées de la République centrafricaine (FACA) grâce au recrutement de soldats et de personnel et à la réhabilitation physique d'un des camps abritant les installations, avec le soutien du PNUD et en coordination avec la MINUSCA.
- Poursuivre la campagne de sensibilisation grâce à un réseau d'agents nationaux capables de sortir de Bangui pour se rendre dans des lieux isolés, avec le soutien du mécanisme de financement CHF.

Since mid-April 2013, when an interim government was put in place, the Central African Republic (CAR) has spiralled into chaos. Seleka rebels have terrorised civilians, and Christian opponents formed their own militias, the Balaka, to retaliate and defend themselves. About 1 million people, in a country of 5 million, fled their homes. Many of those fleeing were farmers and herders, and officials feared that their absence would lead to famine. In October 2013, UN Secretary-General Ban Ki-moon said the country had experienced “total breakdown of law and order”, and he authorised the deployment of a peacekeeping force. In December, the African Union said it would increase its troop commitment from 3,500 to 6,000. France deployed 1,600 soldiers in the country, a former French colony. Many feared that the CAR was on the brink of genocide. In April 2014, the UN authorised a peace-keeping force of 12,000 troops. They were deployed in the CAR in September.

Under pressure from regional leaders, the interim President resigned in January 2014 after his failure to stem the escalating violence between Christians and Muslims that left the country in ruins. The 135-member national transitional council elected Catherine Samba-Panza, as new interim president.

A cease-fire was signed in July 2014 by the rival Muslim and Christian militias, but it collapsed just two weeks later. In August, Mahamat Kamoun was appointed prime minister.

Traditionally, the fighting between rival forces was conducted with machetes and knives. But at the end of 2013 a vast number of grenades and other small weapons appeared all over the country, and especially in the capital, Bangui.

The FSD conducted the first exploratory mission in February 2014. At the end of the mission, a sensitisation campaign in support of the population of Bangui was designed, in partnership with the local organisation IRAD. SDC, the Swiss Development Cooperation, supported the first phase of implementation.

The intervention targeted the displaced population at the M'poko camp, close to the airport, and five more locations in other parts in and around the capital. FSD Operations combined the delivery of awareness messages and sanitation messages and activities, such as emptying the temporary latrines' tanks placed at the disposal of those displaced. Since then, the programme has developed in various directions, reaching a successful and solid stage by the end of 2014.

The directions in which the programme developed are:

- **Support to re-establishing the Central African Republic Army (FACA), through the registration of soldiers and staff and the physical rehabilitation of one of the Camps where the facilities are hosted, supported by UNDP and in coordination with MINUSCA.**
- **Continuation of the sensitisation campaign, through a network of national staff able to travel outside Bangui and to reach remote locations, supported by the in-country CHF Funding Mechanism.**
- **Implementation of a Desk Study on the presence of Small Arms in country, supported by UNOPS.**

Further, a programme of preparation of the ground for the return and resettlement of displaced inhabitants to their original place of residence is under way. If funding allows, the programme will start at the beginning of 2015.

- Réaliser une étude théorique concernant la présence d'armes légères dans le pays, avec le soutien de l'UNOPS.
- Par ailleurs, un programme de préparation du terrain pour le retour et la réinstallation des populations déplacées sur leur lieu de résidence initial est en cours. Si les financements le permettent, le programme commencera début 2015.



L'ESPACE HUMANITAIRE | HUMANITARIAN SPACE

Le projet, financé par ECHO, en partenariat avec Appel de Genève, s'est achevé en décembre 2014, après une période de mise en œuvre de deux ans.

L'intervention a eu lieu au Soudan, afin de poursuivre les efforts visant à inciter les acteurs armés non étatiques à signer des Actes d'Engagement concernant l'interdiction des mines antipersonnel, la protection des enfants dans les conflits armés et la diminution des risques pour les femmes dans un contexte de guerre.

Deux nouveaux groupes ont pris part au projet et signé ces Actes au cours de l'été, comme cela avait été prévu lors de l'élaboration du projet.

Ce projet peut être considéré comme un succès, comme l'a montré la troisième réunion des signataires des Actes organisée à Genève fin novembre au cours de laquelle ces derniers ont présenté les progrès relatifs à leurs engagements et leurs résultats, après la signature des Actes.

Cet évènement a réuni 76 représentants issus de 37 groupes venus du monde entier. Toutes les personnes présentes ont renouvelé leurs engagements et formulé des demandes pour recevoir des formations et un soutien supplémentaires.

La FSD pense qu'en impliquant dans le dialogue des acteurs qui sont traditionnellement écartés des négociations, et qui sont souvent à l'origine d'une restriction de l'accès à certaines populations vulnérables et à certaines zones géographiques, les activités pourront être mises en œuvre plus facilement et plus efficacement lors des prochaines opérations.

Personnel expatrié International Staff:	2
Personnel national National Staff:	4
Dépenses Expenditure:	CHF 660,461
PRINCIPAL DONATEUR: Suisse (DDC), CHF, PNUD (à travers MINUSCA), UNOPS	
MAIN DONORS: Switzerland (SDC), CHF, UNDP (through MINUSCA), UNOPS	

The ECHO-funded project, in partnership with Geneva Call, came to an end in December 2014 after a two-year implementation period. The intervention took place in Sudan for the continuation of efforts to engage Armed Non State Actors in signing Deeds of Commitment to ban the use of land mines, protect children in Armed Conflict and decrease the risks to women in a war context.

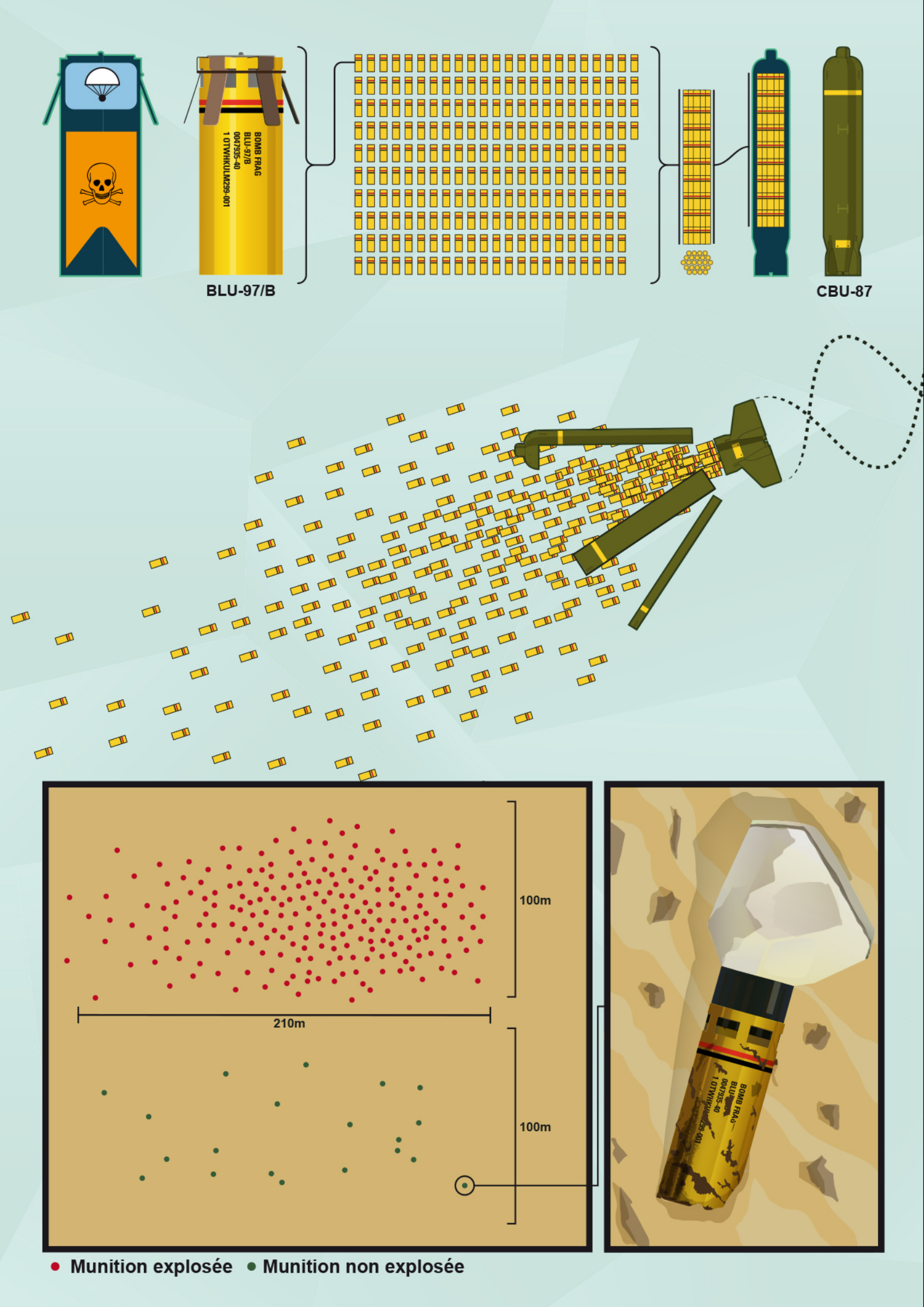
Two new groups attended and signed the Deeds during the summer, as foreseen when the project was set up.

The project can be considered a success, as shown by the Third meeting of signatories of the Deeds convened in Geneva in late November to present the progress against their commitments and the results, following signing of the Deeds.

The event saw the participation of 76 representatives from 37 groups from all over the world. All attendees reiterated their commitments and submitted requests for further training and support.

The FSD believes that, by involving in the dialogue those players who are traditionally left out of negotiations, and who are often the cause of the limited access to certain vulnerable sections of the population and to certain geographical areas, a safer and more effective implementation of activities could take place in future humanitarian operations.

Dépenses Expenditure:	CHF 356,345
PRINCIPAL DONATEUR: DG ECHO	
MAIN DONOR: DG ECHO	



RAPPORT DE PERFORMANCE | PERFORMANCE REPORT

La FSD est une organisation à but non lucratif, apolitique, indépendante et neutre de droit suisse. La FSD élimine les menaces pour la sécurité humaine comme la pollution industrielle et la pollution liée à la guerre pour que les populations puissent de nouveau vivre dans un environnement sûr. À cette fin, les principales activités de la FSD sont les suivantes :

- Prévention contre les accidents liés aux restes explosifs de guerre (REG) grâce à des programmes de sensibilisation au danger et à des programmes de sécurité.
- Opérations de déminage humanitaire et destruction des stocks de mines et autres armes et munitions.
- Formation des démineurs et des responsables des stocks de munitions conformément aux normes internationales.
- Réhabilitation des sites de pollution industrielle représentant une menace pour la sécurité humaine, comme les anciennes mines d'uranium et les réserves de pesticides périmés.

The FSD is a not-for-profit, non-political, independent and neutral organisation under Swiss law. The FSD eliminates threats to human security such as industrial and war-related contamination so that people can live again in a safe environment.

With this objective, the FSD is focused on the following activities:

- The prevention of accidents related to Explosive Remnants of War (ERW) through risk awareness and safety programme.
- Humanitarian demining operations and the destruction of stock-piles of mines and other arms and munitions.
- The training of demining staff and managers of ammunition stock-piles, to international standards.
- The remediation of industrial pollution posing a threat to human security, such as uranium legacy mines and stocks of obsolete pesticides.

CONSEIL DE FONDATION

Conformément aux statuts de la FSD, le Conseil de Fondation se compose d'au moins cinq personnes ou entités juridiques, élues pour une période renouvelable de trois ans. Actuellement, les membres sont les suivants :

THE FOUNDATION BOARD

In accordance with the FSD's statutes, the Board of Trustees is made up of at least five people or legal entities, elected for a renewable three-year period. The current members are as follows:

LE CONSEIL DE FONDATION | THE FOUNDATION BOARD

	FONCTION POSITION	ÉLU JUSQU'À ELECTED UNTIL
Jürg Peter STREULI	Président President	Fin 2017 End 2017
Henri LEU	Membre Member	Fin 2015 End 2015
Stéphane FELDER	Membre Member	Mi 2017 Mid 2017
Michel ROCH	Membre Member	Fin 2017 End 2017
Gil MOTTET	Membre Member	Fin 2017 End 2017
Walter GYGER	Membre Member	Fin 2015 End 2015
Andreas KUHN	Membre Member	Fin 2016 End 2016

Les membres du Conseil de Fondation sont également membres du Conseil d'administration de Crosstech S.A., une société de services entièrement détenue par la FSD. Les comptes de Crosstech sont entièrement consolidés avec le groupe FSD.

Hansjörg Eberle dirige la FSD et Crosstech S.A. Il est employé avec un contrat à durée indéterminée.

En 2014, le Conseil de Fondation a organisé quatre réunions plénières avec les cadres et a pris toutes les mesures réglementaires relevant de sa juridiction. Le Conseil d'administration de Crosstech S.A. a organisé trois réunions plénières et une assemblée générale.

The members of the Foundation Board also act as members of the Board of Crosstech S. A., a service company entirely owned by the FSD. Crosstech's accounts are fully consolidated with the FSD group. Hansjörg Eberle leads the FSD and Crosstech S.A. He is employed with a non-fixed-term contract.

In 2014, the Foundation Board held four plenary meetings with the management and has taken all the formal decisions which fall within its jurisdiction. The Crosstech S.A. Board held three plenary meetings and a General Assembly.

PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE

Au cours des 15 dernières années, la FSD a nettoyé plus de 42'800 hectares (428 millions m²) de terre qui ont ensuite été restitués à la population locale. Au total, à ce jour, la FSD a neutralisé et détruit plus de 1,4 million de mines terrestres et munitions non explosées. En 2014, la FSD a nettoyé et restitué plus de 600 hectares (6 millions m²) de terre et détruit 12'000 mines terrestres et munitions non explosées. Par ailleurs, la FSD a lancé un projet pilote de réhabilitation d'un ancien site de production d'uranium à Chkalovsk, Tadjikistan. Dans une première

OPERATIONAL PERFORMANCE

In the last 15 years, the FSD has cleared more than 42,800 hectares (428 million square metres) of land that could then be handed over to the local population. In total, the FSD has cleared and destroyed so far more than 1.4 million items of landmines and unexploded ordnance. In 2014 alone, the FSD cleared and released more than 600 hectares (6 million m²) of land and destroyed 12,000 landmines and unexploded ammunition. The FSD has further started a remediation pilot project of a legacy uranium-tailing site, in Chkalovsk, Tajikistan. In a

phase, la FSD a construit un mur de 1,8 km de long autour du site contenant des résidus d'uranium. Les étapes suivantes ont été planifiées afin de traiter les zones radioactives et toxiques.

PARTENARIATS ET ACCORDS DE COOPÉRATION

La FSD est un partenaire cadre de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) depuis 2004. En 2005, la FSD a signé un accord de partenariat ouvert avec FSD France. La FSD siège au Conseil consultatif du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG).

FINANCEMENT

Le financement principal des programmes de la FSD provient des gouvernements du Canada, de l'Allemagne, de la Suisse, du Japon et des États-Unis. Des donateurs multilatéraux comme ECHO, l'Union européenne, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) ainsi que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) contribuent également au financement des programmes. Enfin, des cantons, villes, communautés et fondations suisses ainsi que des donateurs privés contribuent également au financement de la FSD. La FSD a signé le Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophe. Elle applique également les quatre principes humanitaires définis par ECHO (humanité, neutralité, impartialité et indépendance). Depuis, 2003, la FSD porte le label de qualité ZEWO délivré par le Service suisse de certification pour les organisations d'utilité publique qui récoltent des dons. Ce label assure que les dons seront affectés de manière économique et efficace aux projets prévus. Il est destiné à des organisations transparentes qui fournissent des informations financières exactes et fidèles, ont des mécanismes de contrôle indépendants et adaptés, communiquent de façon ouverte et obtiennent leurs fonds d'une manière juste. En 2014, la FSD et Crosstech S.A. ont réussi l'audit de certification ISO 9001:2008, qui couvre les domaines des programmes d'action antimines et la gestion globale des projets ainsi que toutes les activités qui y sont liées, parmi lesquelles la collecte de fonds, les relations avec les donateurs, la formation, la gestion du risque et les processus de soutien associés.

UTILISATION DES RESSOURCES

La FSD emploie 4 collaborateurs permanents à son siège de Genève et dans son bureau de soutien à Manille. La plupart des fonds de la FSD est directement affectée à la mise en œuvre de projets sur le terrain. La FSD consacre moins de 10 % de ses recettes à ses activités administratives et de collecte de fonds. Le bureau de soutien de Manille de la FSD a fourni tout au long de l'année des services d'audit interne pour les programmes de la FSD et a rédigé un total de 113 rapports d'audit interne. Les comptables de la FSD de Manille ont également procédé à 6 visites de terrain à des fins d'audit et de formation. Les comptes de la FSD, de Crosstech S.A. et du groupe FSD consolidé sont soumis à un audit complet de KPMG.

ORGANISMES DE CONTRÔLE

En tant que fondation, la FSD agit sous la surveillance de l'Autorité fédérale suisse de surveillance des fondations rattachée au Département fédéral suisse de l'intérieur.

first phase, the FSD has built a 1.8 km long concrete fence around the tailing site. Further interventions are planned to deal with radioactive and toxic hotspots.

PARTNERSHIPS AND CO-OPERATION AGREEMENTS

The FSD has been a framework partner of the European Commission Humanitarian Aid Office (ECHO) since 2004. In 2005, the FSD signed an open-end partnership agreement with FSD France. The FSD participates in the Advisory Council of the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD).

FUNDING

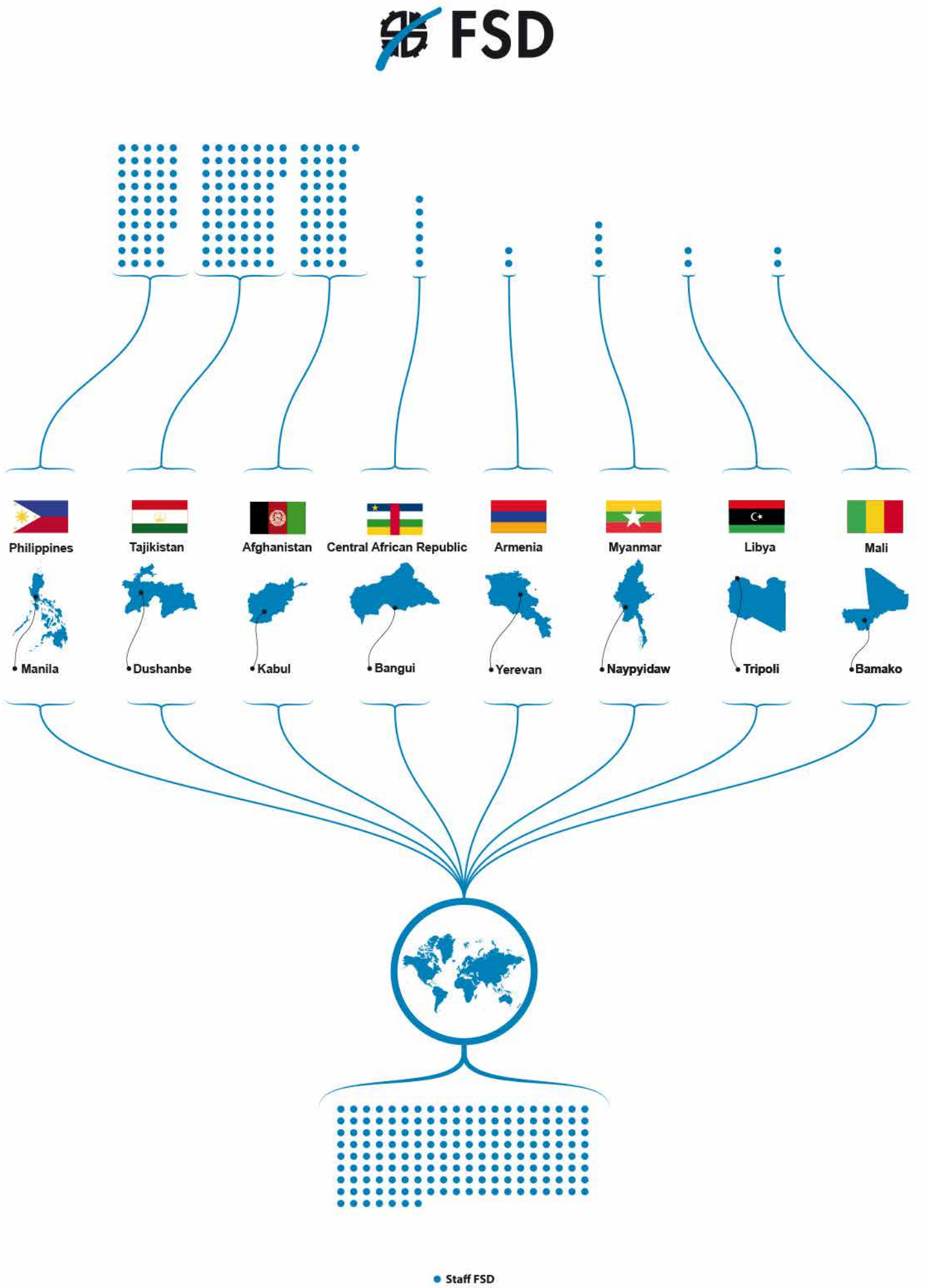
The main project revenue for FSD programmes originates from the governments of Canada, Germany, Switzerland, Japan and USA. Multi-lateral donors, such as ECHO, the European Union, the United Nations Development Programme (UNDP) and the United Nations Office for Project Services (UNOPS) as well as the North Atlantic Treaty Organisation (NATO), have contributed to the funding of the programmes. Other contributions have been received from Swiss cantons, cities, communities and foundations, as well as from private donors. The FSD has signed and adheres to the Code of Conduct for the International Red Cross and Red Crescent Movement and NGOs in Disaster Relief, as well as to the four humanitarian principles established by ECHO (humanity, neutrality, impartiality and independence). The FSD has been certified by the ZEWO Foundation, the Swiss Certifying Authority for Charitable and Donation-funded organisation, since 2003. The ZEWO seal attests that donations will be used economically, effectively and for their designated purpose. It may be used for organisations which offer transparent information and true and fair financial reporting, have independent and appropriate control mechanisms, provide open communications and which procure their funds in a fair manner. In 2014, the FSD and Crosstech S.A. have successfully passed the ISO 9001:2008 certification audit, covering the areas of mine action programmes and overall project management and all related activities including fund raising, donor relations, training, risk management and the associated support processes.

USE OF RESOURCES

The FSD maintains a small headquarters with 4 permanent staff in Geneva as well as a support office in Manila. Most of FSD funds are directly dedicated to the implementation of projects in the field. Less than 10% of FSD's income is used for administrative and fundraising activities. FSD's Manila support office has throughout the year provided internal audit services for the FSD's programmes and issued a total of 113 internal audit reports. FSD Manila accountants also performed 6 field visits for audit and training purposes. The accounts of the FSD, Crosstech SA and the consolidated FSD group are submitted to a full audit by KPMG.

SUPERVISORY BODIES

As a foundation, the FSD operates under the surveillance of the Swiss Federal Supervisory Authority for Foundations under the Swiss Federal Ministry of the Interior.



RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE



KPMG SA
Audit Western Switzerland
111 Rue de Lyon
CH-1203 Geneva
P.O. Box 347
CH-1211 Geneva 13
Telephone +41 58 249 25 15
Fax +41 58 249 25 13
Internet www.kpmg.ch

Report of the Statutory Auditor to the Board of Trustees of
FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), Geneva

Report of the Statutory Auditor on the Consolidated Financial Statements

As statutory auditor, we have audited the accompanying consolidated financial statements of FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), which comprise the balance sheet, statement of Income and Expenditure, cash flow statement, statement of changes in capital and notes for the year ended 31 December 2014. In accordance with Swiss GAAP FER 21, the information contained in the performance report are not subject to examination by the auditors.

Board of Trustees Responsibility

The board of trustees is responsible for the preparation of the consolidated financial statements in accordance with Swiss GAAP FER 21, the requirements of Swiss law and the statutes. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. The board of trustees is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system. An audit also includes evaluating the appropriateness of the accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2014 give a true and fair view of the financial position, the results of operations and the cash flows in accordance with Swiss GAAP FER 21 and comply with Swiss law and the statutes.

AUDITOR'S REPORT



FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), Geneva
Report of the Statutory Auditor
on the Consolidated Financial Statements
to the General Meeting of Shareholders

Report on Other Legal Requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 728 CO) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists, which has been designed for the preparation of consolidated financial statements according to the instructions of the board of trustees.

Furthermore, we confirm that the requirements of the ZEWO foundation, the compliance of which is to be audited in accordance with the "Dispositions explicatives concernant l'article 12 du Règlement relatif au label de qualité Zewo", have been complied with.

We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

KPMG SA



Beat Nyffenegger
Licensed Audit Expert
Auditor in Charge



Charline Hanouët

Geneva, 10 June 2015

Enclosure:

- Consolidated financial statements (balance sheet, statement of Income and Expenditure, cash flow statement, statement of changes in capital and notes)

ÉTATS FINANCIERS | FINANCIAL STATEMENTS

ANNÉE FISCALE 2014 (EN FRANCS SUISSES)

FINANCIAL YEAR 2014 (IN SWISS FRANCS)

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	CONSOLIDATED BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER	2014	2013	Notes
ACTIF	ASSETS			
Actif circulant	Current assets			
Liquidités et équivalents de liquidités	Cash and cash equivalents	8,385,110	8,115,058	1
Créances résultant de ventes et de prestations	Receivables from:			
-auprès des tiers	- third parties	5,433	-	
-auprès des parties liées	- related parties	138,797	417,778	2
Autres créances	Other receivables	191,047	275,119	2
Comptes de régularisation	Prepaid expenses and accrued income	556,526	797,585	3
Total Actif circulant	Total Current assets	9,276,913	9,605,540	
Actif immobilisé	Non-current assets			
Equipements et véhicules, net	Equipment and vehicles, net	54,005	57,424	4
Total Actif immobilisé	Total non-current assets	54,005	57,424	
Total Actif	Total Assets	9,330,918	9,662,964	
PASSIF	LIABILITIES, FUNDS & CAPITAL			
Fonds étrangers	Liabilities			
Autres dettes	Other liabilities	103,577	157,047	5
Comptes de régularisation	Accrued expenses and deferred income	514,887	242,929	6
Total du passif	Total liabilities	618,464	399,976	
Fonds affectés	Restricted Funds	282,086	439,949	
Fonds propres	Foundation Capital			
Capital versé	Paid-in capital	50,000	50,000	
Réserve générale	General reserve	50,000	50,000	
Fonds d'assurance	Insurance Fund	3,047,177	3,303,005	
Fonds libres	Unrestricted Fund	5,420,034	5,409,389	
Résultat annuel après attributions	Annual result after allocations	(136,843)	10,645	
Total Fonds propres	Total Foundation Capital	8,430,368	8,823,039	
Total Passif	Total Liabilities, Funds & Capital	9,330,918	9,662,964	

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ	CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT	2014	2013	Notes
Résultat annuel avant modification des Fonds et avant attributions	Annual result prior to allocations to/from Funds	(550,534)	303,815	
Amortissements	Depreciation	44,772	47,882	4
Dépréciation d'immobilisations corporelles	Write-off of fixed assets	5	1,402	4
Autres provisions	Other provisions	-	(146,425)	
Bénéfices résultant de la cession d'actifs immobilisés	Gains arising from disposals of non-current assets	(135,557)	(270,474)	4
Variation des créances résultant de ventes et de prestations	Changes in receivables	273,548	94,131	
Variation des autres créances	Changes in other receivables	84,072	(100,765)	
Variation des comptes de régularisation actif	Changes in prepaid expenses and accrued income	241,059	429,841	
Variation des autres dettes	Changes in other liabilities	(53,470)	(208,167)	
Variation des comptes de régularisation passif	Changes in accrued expenses and deferred income	271,958	(321,943)	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	Cash flows from operating activities	175,853	(170,703)	
Investissement dans des immobilisations corporelles	Acquisition of property, plant and equipment	(42,939)	(55,328)	4
Cession d'immobilisations corporelles	Proceeds from sale of property, plant and equipment	137,138	297,998	4
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	Cash flows from investing activities	94,199	242,670	
Variation de la trésorerie	Change in cash and cash equivalents	270,052	71,967	
Solde de trésorerie au 1er janvier	Cash and cash equivalents as at 1 January	8,115,058	8,043,091	
Solde de trésorerie au 31 décembre	Cash and cash equivalents as at 31 December	8,385,110	8,115,058	1
Variation de la trésorerie	Change in cash and cash equivalents	270,052	71,967	1

COMPTE DE PROFITS ET PERTES CONSOLIDÉ POUR L'ANNÉE QUI SE TERMINE LE 31 DÉCEMBRE	CONSOLIDATED STATEMENT OF INCOME AND EXPENDITURE FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER	Total FSD Group HQ Unrestricted 2014	Total FSD Group Proj. Restricted 2014	Total FSD Group 2014	Total FSD Group HQ Unrestricted 2013	Total FSD Group Proj. Restricted 2013	Total FSD Group 2013	Notes
RECETTES	INCOME							
Contributions	Contributions	21,353	5,941,553	5,962,906	63,032	8,179,476	8,242,508	16
Prestations de service terrain	Revenue from field services	222,336	-	222,336	324,735	-	324,735	
Autres prestations de services	Revenue from Service contract	81,708	-	81,708	107,098	-	107,098	
Charges administratives facturées aux projets	HQ overhead expenditures billed to the projects	430,271	-	430,271	629,796	-	629,796	
Total recettes	Total income	755,668	5,941,553	6,697,221	1,124,661	8,179,476	9,304,137	
DÉPENSES DIRECTES ET ADMINISTRATIVES	DIRECT AND ADMINISTRATIVE EXPENSES							
Frais de personnel	Staff costs	1,016,462	3,620,913	4,637,375	857,782	4,894,649	5,752,431	10
Frais de voyage	Travel costs	82,996	297,540	380,536	67,619	294,565	362,184	
Charges générales et administratives	General and office costs	156,995	1,419,397	1,576,392	244,488	1,882,084	2,126,572	
Honoraires	Professional fees	58,538	142,339	200,877	84,493	95,827	180,320	
Frais bancaires	Bank charges	2,821	21,324	24,145	3,924	22,349	26,273	
Frais assurances	Insurance charges	7,691	77,695	85,386	15,921	156,962	172,883	
Frais de télécommunication	Telecommunication costs	51,456	37,284	88,740	44,291	65,870	110,161	
Frais de communication	Visibility expenses	14,241	20,615	34,856	32,532	54,290	86,822	
Amortissements	Depreciation	44,772	-	44,772	47,882	-	47,882	
Frais des partenaires d'implémentation facturés aux projets	Implementing partners' overhead expenditure billed to the projects	-	27,314	27,314	-	2,604	2,604	
Charges administratives facturées aux projets	HQ overhead expenditures billed to the projects	-	430,271	430,271	-	629,796	629,796	
Total dépenses directes et administratives	Total direct and administrative expenses	1,435,972	6,094,692	7,530,664	1,398,932	8,098,996	9,497,928	8/9
Résultat opérationnel, net	Net operating result	(680,304)	(153,139)	(833,443)	(274,271)	80,480	(193,791)	
RÉSULTAT FINANCIER	FINANCIAL RESULT							
Produits d'intérêts	Interest income	1,447	46	1,493	2,924	-	2,924	16
Gain de change	Currency exchange gain	329,831	-	329,831	296,858	37,392	334,250	
Perte de change	Currency exchange loss	(176,983)	(34,589)	(211,572)	(417,423)	-	(417,423)	16
Résultat financier net	Net financial result	154,295	(34,543)	119,752	(117,641)	37,392	(80,249)	
AUTRES RECETTES	OTHER INCOME							
Bénéfices résultant de la cession d'actifs immobilisés	Gains arising from disposals of non-current assets	135,557	-	135,557	270,474	-	270,474	
Total autres recettes	Net other income	135,557	-	135,557	270,474	-	270,474	
RÉSULTAT DU FONDS D'ASSURANCE	INSURANCE FUND RESULT							
Produits d'assurance	Insurance income	718,060	-	718,060	1,086,414	-	1,086,414	7
Charges d'assurance	Insurance expenditures	(673,888)	-	(673,888)	(783,409)	-	(783,409)	7
Résultat net du fonds d'assurance	Net result of the insurance fund	44,172	-	44,172	303,005	-	303,005	7
Résultat courant net avant impact des projets terminés	Net ordinary result before closed projects	(346,280)	(187,682)	(533,962)	181,567	117,872	299,439	
Résultat net des projets terminés transféré dans les Fonds libres	Net result from closed projects transfered to unrestricted fund	(29,819)	29,819	-	127,707	(127,707)	-	16
Résultat d'exploitation avant impôts et attributions	Operating result for the year prior to tax and allocations	(376,099)	(157,863)	(533,962)	309,274	(9,835)	299,439	
Impôts sur le bénéfice	Income taxes	(16,572)	-	(16,572)	4,376	-	4,376	
Résultat annuel avant modification des Fonds et avant attributions	Annual result prior to allocations to/ from Funds	(392,671)	(157,863)	(550,534)	313,650	(9,835)	303,815	
(Attributions aux) / Prélèvement des:	(Allocations to) / from restricted and unrestricted Funds:							
Fonds affectés	Restricted funds	-	157,863	157,863	-	9,835	9,835	
Fond d'assurance	Insurance fund	255,828	-	255,828	(303,005)	-	(303,005)	
Résultat annuel après attributions	Annual result after allocations	(136,843)	-	(136,843)	10,645	-	10,645	

STATEMENT OF CHANGES IN CAPITAL	Balance 31.12.13	Net annual result	Balance 31.12.14
Restricted Funds	439,949	(157,863)	282,086
Restricted Funds	439,949	(157,863)	282,086
FOUNDATION CAPITAL			
Paid-in capital	50,000	-	50,000
General reserve	50,000	-	50,000
Insurance Fund	3,303,005	(255,828)	3,047,177
Unrestricted Funds	5,420,034	(136,843)	5,283,191
Foundation capital	8,823,039	(392,671)	8,430,368

NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31 DECEMBER 2014 (IN CHF)

PRINCIPLES

General aspects

The consolidated financial statements of the Fondation Suisse de Déminage Group (FSD Group) were prepared according to the principles of the Swiss GAAP FER Framework and Recommendations and specifically Swiss GAAP FER 21 (Accounting for charitable, social non-profit organisations). Where not prescribed by law, the significant accounting and valuation principles applied are described below.

Scope of consolidation

These financial statements present the consolidated activities of the FSD Group. The FSD Group is composed of Fondation Suisse de Déminage (FSD), the parent company, and its fully owned subsidiary, Crosstech S.A. (Crosstech), a Swiss Company. The headquarters of FSD is located at Avenue de la Paix 7bis – floor 2, CH-1202 Geneva, Switzerland.

Basis of consolidated financial statements preparation

The accounts of Crosstech and FSD are fully consolidated. All inter-company positions recorded in the balance sheet as at 31 December 2014 have been eliminated in the consolidated balance sheet. The intercompany transactions recorded in the statement of income and expenditure have not been eliminated in order not to affect restricted statements of income and expenditure.

Foreign currency transactions

Income statement items, denominated in foreign currencies, are translated into Swiss francs by applying the actual exchange rate at the month of the transaction date. FSD and Crosstech's accounting records are maintained in Swiss francs (CHF). Assets and liabilities that arise in currencies other than Swiss francs are translated at exchange rates prevailing at year-end.

Unrealised exchange differences other than on cash and cash equivalents are recorded in the income statement in the case of a loss, and deferred to the balance sheet in the case of a gain. Unrealised exchange differences related to cash and cash equivalents are recorded in the income statement.

The following exchange rates were applied as at 31 December 2014:

1 CHF (Swiss Franc) = USD 1.01073

1 CHF (Swiss Franc) = EUR 0.83145

The exchange rates applied as at 31 December 2013 were:

1 CHF (Swiss Franc) = USD 1.12329

1 CHF (Swiss Franc) = EUR 0.81591

Cash and cash equivalents

Cash in bank and short-term deposits with banks are considered as cash and cash equivalents.

Receivables and other receivables

These captions are mainly composed by receivables from customers, income tax receivables, cash advances to employees and implementing partners. Implementing partners include MDCG, SIMAS and FSD France.

An allowance for doubtful accounts is set-up based on the specific receivables from customers which are determined to be un-collectible at the time of the preparation of the financial statements.

Prepaid expenses and accrued income

Prepaid expenses and accrued income mainly consist of accrued donations and insurance claims.

Fixed assets

Fixed assets are shown at net book value. These are composed of equipment and vehicles purchased for use in demining operations and Head Office fixed assets. Costs of fixed assets include expenditures incurred in acquiring and bringing them to their existing location and condition. Depreciation per year is 50% of the original cost.

Accrued expenses and deferred income

Accrued expenses and deferred income represent expenses that have been incurred but not yet invoiced as at the balance sheet date.

Insurance Fund

The Insurance Fund operates as a captive insurance and belongs to theFSD. The Fund, including the overall loss settlement, is managed by an external insurance expert.

The accumulated funds, supplemented by third party reinsurance, cover the following risks:

- Mine accidents and war risk of national and international staff
- Political and conventional risks of the assets in the field
- Employer's liability at the head office and in the field

Any profit and loss generated by the Fund is recognised as income or expenditure in the consolidated financial statements.

Unrestricted fund

This reserve is the accumulation of excess funds that have been set aside with no specific reservation or restriction.

Income

Grants, donations or contributions are recognised as income in the period in which they have been received unless the right to receive the funds has not been transferred in the current year. Income not yet received but services have already been rendered are recorded as accrued. Revenue relating to future years is recorded on the balance sheet as deferred income.

Expenditures

Expenses recorded are based on the activity of the organisations' projects which include the following:

- Mine Action activities include humanitarian demining (survey, land release, mapping, marking and clearance) as well as risk education
- Weapons and Ammunitions Disposal activities include Physical Security and Stockpile Management (PSSM) as well as Weapons and Ammunition Disposal (WAD)
- Protection of vulnerable populations covers the fundamental delivery of humanitarian assistance in accordance with the essential survival needs (food, water, health and shelter)
- Environmental remediation covers activities that reduce the risk of environmental threats and hazards for the general protection of human health. This activity includes dealing with the contamination of radionuclides, stocks of obsolete pesticides of mercury released during artisanal gold-mining.

Cost allocation to programmes

a) Participation of programs in head office costs

FSD covers its head office costs primarily by deducting a charge of 7-12% from the expenses of most of the international programmes and projects.

b) Staff costs billed to projects

FSD head office charges time spent by key personnel directly to the programmes and projects where time can be clearly attributed and justified.

c) Rental of assets

Crosstech maintains an asset pool, consisting mainly of vehicles and light mine clearance assets such as detectors and protective equipment which are located outside Switzerland. These equipment and vehicles were made available throughout the year to projects and programmes in Tajikistan, Afghanistan, Mali, Central African Republic and Armenia.

Financial statement presentation

For clearer presentation of consolidated income statement, income and expenses relating to projects are presented as restricted funds. The insurance fund is presented within the "Fondation Capital" since it is the Foundation's own self-managed insurance.

Comparison

In order to be consistent with the current year's presentation, certain comparative figures have been reclassified in the financial statements.

DISCLOSURE ON BALANCE SHEET AND INCOME STATEMENT ITEMS

1. Cash and cash equivalents

	2014	2013
At Head Office	4,763,258	4,707,595
In the field	920,203	327,007
Insurance Fund related cash	2,701,649	3,080,456
Total	8,385,110	8,115,058

2. Receivables and other receivables

	2014	2013
Cash advances to:		
FSD France	138,797	417,777
SIMAS	-	1,299
MDCG	-	115,636
Employees	93,180	74,867
Income tax receivables	42,583	6,068
Others	73,101	89,634
Total	347,661	705,281
Less: Allowance for doubtful accounts	(12,384)	(12,384)
Net	335,277	692,897

3. Prepaid expenses and accrued income

	2014	2013
Accrued donations	509,612	756,521
Prepaid expenses related to Insurance Fund	46,914	41,064
Total	556,526	797,585

4. Equipment and vehicles, net

	Equipment	Vehicles	Other Assets	Total
Gross Value				
Balance 31.12.13	51,348	538,580	67,729	657,657
Acquisition	120.00	42,819	-	42,939
Sale	-	(353,153)	-	(353,153)
Write Off	(6,711)	-	-	(6,711)
Balance 31.12.14	44,757	228,246	67,729	340,732
Accumulated Depreciation				
Balance 31.12.13	50,310	482,195	67,728	600,233
Depreciation	880	43,892	-	44,772
Sale	-	(351,572)	-	(351,572)
Write Off	(6,706)	-	-	(6,706)
Balance 31.12.14	44,484	174,515	67,728	286,727

Balance 31.12.13	1,038	56,385	1	57,424
Balance 31.12.14	273	53,731	1	54,005

The acquisitions of the year amounted to CHF 42,939 (2013: CHF 55,328). The cash coming from disposals of fixed assets (including donated assets) amounted to CHF 137,138 (2013: CHF 297,998) resulting in a net gain of CHF 135,557 (2013: CHF 270,474).

Fixed assets have been insured against conventional risk (fire, water) for a total value of CHF 988,836 (2013: CHF 1,570,140.66).

5. Other liabilities

	2014	2013
Payable to employees and others	82,821	77,838
Other liabilities related to Insurance Fund	20,756	79,209
Total	103,577	157,047

6. Accrued expenses and deferred income

	2014	2013
Provision for the return of contribution	-	57,022
Head office accruals	48,339	9,271
Accrued field expenses	3,131	593
Accruals related to local partners	244,852	24,266
Accrual for insurance cases	218,565	151,777
Total	514,887	242,929

7. Insurance Fund

The net result of the Insurance Fund is broken down as follows

	2014	2013
Premiums	549,354	845,978
Management Fees	35,846	6,500
Claims Income	1,308	163,857
Sundry Income	87,092	49,448
Foreign Exchange Gains	44,460	20,631
Total income	718,060	1,086,414

Premiums (RMS)	401,501	354,528
Claims Expenses	87,834	287,713
Sundry Expenses	171,179	119,278
Foreign Exchange Losses	13,374	21,890
Total expenses	673,888	783,409

Net result	44,172	303,005
-------------------	---------------	----------------

Claims income refers to amounts FSD received and accrued from the Insurance Company or broker while the claims expenses pertain to the accrual of expenses and payments related to the beneficiary/employees who suffered loss or injury.

8. Direct expenditure

					2014	2013
	Mine Action	WAD	Protection	Environmental	Total	Total
Staff costs	1,746,996	1,288,933	546,283	38,701	3,620,913	4,894,649
Travel costs	163,483	99,589	26,420	8,048	297,540	294,565
General and office costs	509,397	495,417	411,964	2,619	1,419,397	1,882,084
Professional fees	13,798	60,649	52,599	15,293	142,339	95,827
Bank charges	11,490	8,394	1,435	5	21,324	22,349
Insurance charges	41,298	32,874	2,960	563	77,695	156,962
Telecommunication costs	17,948	13,614	5,501	221	37,284	65,870
Visibility expenses	9,559	8,582	1,500	974	20,615	54,290
HQ and implementing partners' overhead expenditure billed to projects	191,971	174,292	84,218	7,104	457,585	632,400
Total	2,705,940	2,182,344	1,132,880	73,528	6,094,692	8,098,996

9. Administrative expenditure

	2014	2013
Staff costs	1,016,462	857,782
Travel costs	82,996	67,619
General and office costs	156,995	244,488
Professional fees	58,538	84,493
Bank charges	2,821	3,924
Insurance charges	7,691	15,921
Telecommunication costs	51,456	44,291
Visibility expenses costs	14,241	32,532
Depreciation	44,772	47,882
Total	1,435,972	1,398,932

10. Staff-related costs included in notes 9 and 10 can be split as follows:

	2014	2013
Wages and salaries	3,442,021	4,281,678
Social insurance and social benefits	1,195,354	1,470,753
Total	4,637,375	5,752,431

11. Employee benefits

Employees located in Switzerland are insured against economic consequences of old age, invalidity and death, according to the provision of the Federal Law for occupational benefits, old age and survivors (LPP) by SWISS LIFE (Société Suisse d'Assurance générale sur la vie humaine). According to the defined contribution plan covered by the collective foundation, the employees and employer pay determined contributions. With this plan, net returns on assets do not influence contributions and the final provision is not guaranteed. Risks are supported by the collective foundation; no information about economic benefit or economic liability is available.

The annual employer and employee contributions to the pension plan for the year 2014 amounted to CHF 196,028 (2013: CHF 188,430).

Expatriates who do not have their domicile in Switzerland do not benefit from the pension plan.

12. Other information

FSD has not organised any public funds collection in 2014 or 2013 and has therefore not incurred any direct expenses related to such activities.

In 2014, the President of the Foundation Council did not receive payment for services rendered to the organisation beyond his formal functions.

13. Subsequent events

There have not been any significant post closure events that would have an impact on the 2014 financial statements.

14. Liabilities to personnel welfare institutions

As at 31 December 2014, FSD Group does not have any liability towards the welfare institutions (2013: CHF nil).

15. Risk assessment

A risk assessment has been performed and documented. This has been approved by the Board of Trustees on 24 March 2014.

16. Program Summary by Country and Donors

DONOR	Afghanistan	Angola	Armenia	Central African Republic	Global	Libya	Mali	Myanmar / Burma	Philippines	Humanitarian Space (Sudan)	Tajikistan	Ukraine	TOTAL
Government Donors													
Canada (Department of Foreign Affairs and Int'l Trade)						28,849							28,849
Federal Republic of Germany (Federal Foreign Office)											363,950		363,950
Federal Republic of Germany (PATRIP Foundation)	1,037,326												1,037,326
Japan Embassy											240,865		240,865
Switzerland (SDC)				100,000									100,000
US Department of State (PM/WRA)			240,438			156,916					1,213,815		1,611,169
Government donors subtotal													3,382,159
Multilateral And Int. Organisations													
Common Humanitarian Fund (CHF)				108,665									108,665
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)						162,492							162,492
ECHO								513,492		191,409			704,901
EU (via FSD France)		101,195							275,722				376,917
European Space Agency (ESA)					35,215								35,215
Gemeinsam Gegen Landminen Austria (GGLA)											6,008		6,008
North Atlantic Treaty Organisation (NATO)											300,144		300,144
United Nations Development Programme (UNDP)											138,492		138,492
United Nations Development Programme (UNDP) via MINUSCA				397,909									397,909
United Nations Office for Project Services (UNOPS)				87,713			266,485						354,198
Multilateral and Int. organisations subtotal													2,584,941
Public Sources													
Commune de Corsier												650	650
Commune de Meinier												500	500
Ville de Neuchâtel												3,000	3,000
Public sources subtotal													4,150
Private Sources													
Private donor			36,036	146,052	80,000			74,040					336,128
Private sources subtotal													336,128
Reversal of 2013 accruals	(9,822)		(2,744)			(8,029)					(345,692)		(366,287)
Hours on project										462			462
TOTAL CONTRIBUTIONS	1,027,504	101,195	273,730	840,339	115,215	340,228	266,485	587,532	275,722	191,871	1,917,582	4,150	5,941,553
Other Income / Movement													
Interest	39					7							46
Foreign exchange differences (in contributions) absorbed by FSD Head office	(2,190)			(8,922)		(4,892)		(3,673)		(1,784)	(13,128)		(34,589)
Other Income / Movement Subtotal	(2,151)	-	-	(8,922)	-	(4,885)	-	(3,673)	-	(1,784)	(13,128)	-	(34,543)
TOTAL INCOME	1,025,353	101,195	273,730	831,417	115,215	335,343	266,485	583,859	275,722	190,087	1,904,454	4,150	5,907,010
Direct project expenditures	(932,139)	(94,575)	(248,845)	(622,697)	(109,231)	(340,751)	(269,367)	(720,582)	(257,862)	(328,082)	(1,710,271)	(2,705)	(5,637,107)
HQ overhead expenditures charged to projects	(93,214)	(6,620)	(24,885)	(37,764)	(12,387)	(31,984)	(26,937)	(55,953)	(17,862)	(949)	(121,446)	(270)	(430,271)
Implementing partners' overhead charged to project										(27,314)			(27,314)
TOTAL DIRECT EXPENDITURES	(1,025,353)	(101,195)	(273,730)	(660,461)	(121,618)	(372,735)	(296,304)	(776,535)	(275,724)	(356,345)	(1,831,717)	(2,975)	(6,094,692)
BALANCE	-	-	-	170,956	(6,403)	(37,392)	(29,819)	(192,676)	(2)	(166,258)	72,737	1,175	(187,682)
Restricted fund at beginning of year					6,403	37,392		192,676		166,258	37,220		439,949
TRANSFER OF BALANCES OF CLOSED PROJECTS							(29,819)						(29,819)
Restricted fund at end of year	-	-	-	170,956	-	-	-	-	(2)	-	109,957	1,175	282,086

L'ÉQUIPE FSD | FSD TEAM

CONSEIL DE FONDATION | FOUNDATION COUNCIL

STREULI Jürg, Président, President
LEU Henri | ROCH Michel | MOTTET Gilles | FELDER Stéphane | GYGER Walter | KUHN Andreas

ORGANE DE RÉVISION | AUDITORS

KPMG SA, Geneva (Switzerland)

PERSONNEL SIÈGE | STAFF AT HEADQUARTERS

EBERLE Hansjoerg, Directeur général, Director General
TRUNIGER Benedikt, Directeur général adjoint, Deputy Director General
FABBRONI Valeria, Chef des opérations, Head of Operations
WILSON Matthew, Chef adjoint des opérations, Deputy Head of Operations

SUPPORT ET AUDIT PHILIPPINES | SUPPORT AND AUDIT PHILIPPINES

Anna Maria Victoria Rio, Arlene Calalo, Bea Camille Bayla, Bernard Tokcho, Clara Borres, Clarissa Rondina, Clea Diamella Nisperos, Divina Gloria Lalwet, Donna Lee Almonte, Flordeliza Delos Reyes, Ginalyn Antiguao, Ginamay Awakan, Glozel Lonzaga, Irene Edic, Jaypee Camposano, Jerwin Pastoral, Jm Xzkyl Gumtang, Judelyn Agno, Julius Villacruz, Kelvin Carl Cortez, King Paul Macasarte, Lorenzo Salaza, Margie Tanio, Maricar Hontiveros, Marie Jo Abella, Marilou Agustin, Mark Castillo, Mark Julius Dorado, Marvin Dumogdog, Mary Ann Rañeses, Melanie Campos, Melvinn Kaibigan, Philippe Joseph Lalwet, Ryan Edy Castillo, Shaira Bannawi, Vanessa Rubis, Victoria Bueno, Virginia Blum

PERSONNEL EXPATRIÉ | EXPATRIATE STAFF

Alexander Griffiths, Alexander Van Roy, Alice Crety, Andrew Jackson, Andrew Stedman, Anthony Fish, Armen Harutyunyan, Artyom Harutyunyan, Ben Remfrey, Din Mohammad Abdul Ghafar, Eugenio Balsini, Gerald Ludet, Harshi Gunawardana, Jean Jacques Maerel, Jean-Pierre Thouvenin, Jimmy Chehab, Karen Culver, Leonard Kaminski, Marcel Vachez, Mario Boer, Markus Schindler, Melanie Campos, Rashid Brown Shomari, Richard Schmidt, Roland Sidler, Silke Handley, Stephen Bryant, Willem Adrian Venter, Xavier Trompette

REMERCIEMENTS

La FSD souhaite remercier ses collaborateurs pour l'excellent travail accompli en 2014!

SPECIAL THANKS

The FSD wishes to thank its staff for the excellent work they have accomplished in 2014!

TRADUCTIONS | TRANSLATIONS

jmtranslation services, www.jmtrad.com

MISE EN PAGE | LAYOUT

Pascal Cavin, pascal.cavin@bluewin.ch, FSD

IMPRESSION | PRINT

BAN SA, ATAR Roto Presse SA, Genève

NOMBRE D'EXEMPLAIRES | NUMBER OF COPIES

1,500

© FSD, 2015

COORDONNÉES | CONTACT DETAILS

Avenue de la Paix 7bis - floor 2 • CH-1202 Geneva, Switzerland
Phone +41 (0)22 907 36 05 • Fax +41 (0)22 907 36 01
info@fsd.ch • www.fsd.ch

COMPTE POSTAL | POSTAL ACCOUNT

17-503036-5

Avenue de la Paix 7bis - floor 2 • CH-1202 Geneva, Switzerland
Phone +41 (0)22 907 36 05 • Fax +41 (0)22 907 36 01
CCP 17-503036-5 • info@fsd.ch • www.fsd.ch

